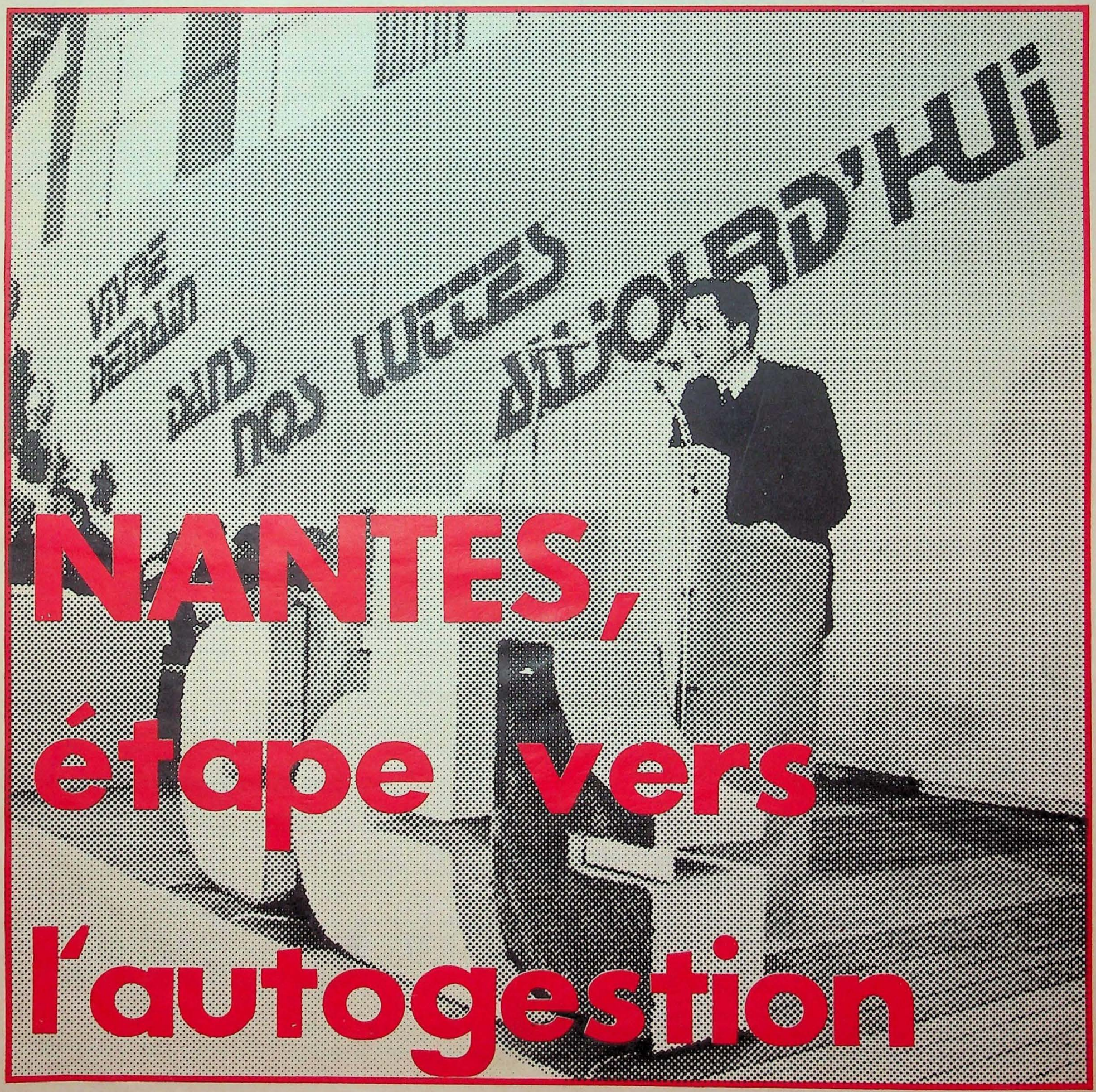
Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié — n° 581 — mercredi 6 juin 1973 — 2 F

tribune socialiste

PSU

NANTES, étape vers l'autogestion



tribune socialiste PSU

Directeur politique : Gérard FERAN.

Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.

Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.

Collectif de rédaction : Robert DESTOT - Jacques FERLUS - Jacques GALLUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro : Michel CAMOUIS - Julien CETTOUR - Robert CHAPUIS - Françoise CLAIRE - Jean CORDAT - Adrienne HUGONNARD - Daniel LENEGRE - Thierry MORUS - Alain RANNOU - Claude VANCOUR.

Photos : A.F.P. (12) — A.I.G.L.E.S. (14) — BOOJUM : M.-D. PUECH (7) — P. COLLOMBERT (16) — P. LEBRUN (6, 7, 13, 16) — D.R. (7, 9, 15).

Dessins : BAROU (4, 10) — P. LB (5, 11).

Directeur de la publication : Jean LE GARREC.

Rédaction : 566-45-64

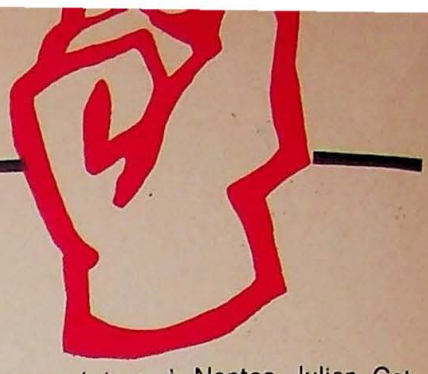
Administration : 566-45-37

9, rue Borromée - 75015 PARIS

Publicité : Information 2000
Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.
S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61 rue du Fg-Poissonnière, Paris 9e
Tirage : 25.000 ex.

7 JOURS DANS T.S.



■ **On jette un coup d'œil sur les** « confrères » : **elle est fraiche, ma nouvelle ! Les fiançailles d'Anne d'Angleterre sont quelque peu éclipsées par la catastrophe de Goussainville, près du Bourget. Qu'importe, dans la presse surtout, les morts vont vite et notre fringante cavalière d'Outre-Manche pourra revenir caracoler à la devanture de la « grande presse »...**

Surtout que ces morts du Bourget commencent à embarrasser. Les journeaux pensaient pouvoir en faire une bonne catastrophe style deuil national, crêpe à la une et condoléances de Messmer... La « une » de France-Soir **fait curieusement écho à celle de** Libération : **les riverains du Bourget en ont assez ! «** Nous bloquerons les pistes **» disent les riverains ; les autres — ceux qui sont à l'abri — mettent en cause les « mesures de sécurité ». Mais surtout on songe à ce qu'était ce Salon du Bourget et à ce qu'il continuera d'être, comme l'a dit Galley : une manifestation de prestige qui** « a la première place dans le monde ». **C'est-à-dire une vaste exposition des réalisations dernier cri de matériel militaire et civil de luxe. Des avions dans lesquels la plupart des centaines de milliers de visiteurs n'auront jamais ni l'occasion ni les moyens de monter : ce n'est pas fait pour eux.. Sans compter que c'est comme par hasard à proximité des quartiers populaires qu'ont lieu de semblables manifestations. Comme par hasard.**

Comme par hasard, c'est aussi dans cette banlieue nord-est que le nouvel aéroport de Roissy s'apprête à entrer en service.

Glissez mortels...

■ Cette semaine, l'actualité sociale domine ce numéro de T.S. : le congrès de la C. F. D. T. sur lequel nos envoyés spéciaux à Nantes, Julien Cettour et Alain Rannou font le point (pages 4 à 6). Avec les déclarations d'Edmond Maire et d'Hubert Lesire-Ogrel, nouvellement élu à la Commission Exécutive de la Confédération, leurs comptes rendus montrent que ce Congrès fut sérieux et profondément ancré dans la réalité des luttes.

Comme le confirment d'ailleurs les trois pages de « brèves » que ce numéro consacre aux luttes ouvrières (pp. 7, 13, 14) : Caterpillar, Fougères, la lutte des élèves-infirmières, autant de conflits dispersés qui cherchent une issue politique.

Le monde politique scrute avec monotonie les furoncles ou les hémorroïdes de Pompidou. C'est grave, docteur ? La vie politique et sociale continue de tourner à vide autour d'une feuille de maladie. Et avec la grève de la Sécu...

■ **On comprendra que nous ayons plutôt cherché du côté du congrès de la C.F.D.T. de quoi répondre aux interrogations de toutes ces luttes dont on nous informe. Aussi, faut-il prendre au sérieux ce témoignage que l'on nous adresse de province sur la soirée de « huit familles ordinaires » (p. 16).**

Voilà ce dont parlent les gens : vous, moi, nos voisins. Il n'y a pas que la politique dans la vie. Ou plutôt, il n'y a pas que la vie dans la politique — loin de là. C'est justement pourquoi il faut changer la vie, ce que la politique — telle que l'entendent journalistes et « hommes politiques » — est incapable de prendre en charge. C'est aussi à partir des préoccupations quotidiennes de chacun qu'il faut changer la politique.

J. F. M. ■

la cause du juge Pascal

A Bruay, rien ne va plus. Tandis que les interrogatoires de Jean-Pierre vont de contradictions en contradictions, d'aveux en rétractations, les autorités semblent avoir changé de cible. On fait courir le bruit d'une prochaine inculpation du juge Pascal et pour mieux accréditer ce bruit, on le raye du rôle des permanences — c'est-à-dire que plus aucune affaire ne lui sera confiée désormais : ce n'est pas une sanction en soi, mais cela ne trompe personne...

Quoi que l'on pense du juge Pascal, il a eu le mérite entre tous de poser publiquement le problème du secret de l'instruction et de la publicité de la justice : c'est cela qui lui est aujourd'hui reproché et qui lui vaut ces attaques. C'est pourquoi nous disons qu'aujourd'hui la cause du juge Pascal est inséparable de celle de la démocratie judiciaire.

T. M. ■

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

● **9, 10, 11 juin à Meriel (Val d'Oise) Fête de Lutte Ouvrière.**

— expositions, jeux, stands politiques, forum de discussion, variétés, bal, spécialités régionales.

Avec notamment : Guy Bedos, Leny Escudero, Anne Vanderlove, Mouloudji, le Théâtre du Soleil, etc..

Départ en cars toutes les 20 mn. pte de la Chapelle du samedi 12 h. au lundi 18 h.

Entrée : 12 F. pour ces 3 jours.

Le P.S.U. tiendra un stand.

PERMANENCES

● **Bureau national** : tous les samedis, 10 h - 17 h.

● **Commission nationale entreprises** : tous les soirs, 18 h 30 - 19 h 30.

● **Commission nationale agricole** : tous les lundis, 18 h 30 - 21 h.

CALENDRIER POLITIQUE

● 4-11 juin à Boulogne-Billancourt : « **Rencontres 73** » organisées par la MJC (152, rue de Silly). Quelque 26 troupes théâtrales présentent leurs spectacles chaque jour et participent, avec des auteurs du « jeune théâtre », à des débats.

● Avec la participation de Guy THOREL, Secrétaire Général de la C.G.L., la confédération générale des locataires-Lorraine organise un week-end de formation les 16 et 17 juin à la Salle des Fêtes de Labry (54), près de Briey.

Ecrire à M. Marcel Cunin, C.G.L. Lorraine, 33, rue des Œillets, Conflans-en-Jarnisy - 54800 Jarny).

DECOUVERTE ET CULTURE

94, rue Notre-Dame-des-Champs, PARIS-6e, tél. : 325-00-09

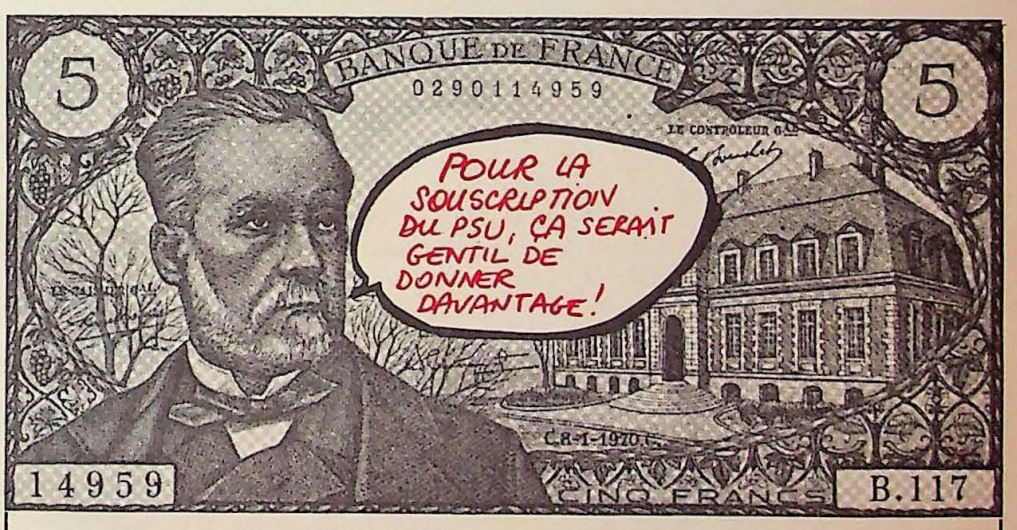
Permanence tous les jours, de 16 h à 19 h 30.

YOUGOSLAVIE : 3 semaines juillet-août.

POLOGNE : 3 semaines juillet.

ROUMANIE : 3 semaines juillet-août.

MAS en autogestion dans les Cévennes juin - juillet - août.



PRESQUE A MI-CHEMIN !

Reçu à ce jour	192,737,00
Reste à couvrir	207,263,00

(05-06-73)

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue **N°**

Ville **N° département**

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F ☐ 6 mois (26 numéros) 35 F ☐

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F ☐ 6 mois (26 numéros) 50 F ☐

Avec votre abonnement de soutien, vous recevrez le livre « LE MANIFESTE DU P. S. U. »

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

Pour prendre contact

Je désire prendre contact avec la section P.S.U. la plus proche de mon domicile - de mon lieu de travail (1) :

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

..... **Tél.** : .....

Profession : .....

Lieu de travail (1) : .....

BULLETIN A RETOURNER AU P.S.U., 9, RUE BORROMEE, 75015 PARIS

(1) *Précisez le cas échéant.*

PCF : changement de cap ?

CHANGER de cap », proposait le PCF dans son programme électoral. Faute de mieux, le PCF voudrait-il appliquer la formule à lui-même ? Fin mars, devant le Comité Central, après avoir analysé des résultats plutôt décevants pour le PCF, Georges Marchais demandait aux communistes de faire preuve d'imagination. Il semble qu'il s'y emploie depuis deux mois avec son ami Kanapa. L'« Europe des travailleurs » *devient un thème de débat et l'autogestion, naguère une* « chimère » *trouve brusquement une réalité potentielle, du moins dans les limites de l'entreprise.*

Il y a plus : les jeunesses communistes sont invitées à ne pas attendre 76 pour engager des luttes décisives ; la révolution devient la solution et le programme commun — « de lutte et de gouvernement » *précise Marchais — un simple moyen, qui exige un* « parti révolutionnaire et démocratique », *à savoir le PCF. Au surplus, les manifestations oublient peu à peu ce programme qu'il faut — dit* France Nouvelle *— constamment enrichir... Sommes-nous devant un tournant ? Est-ce une nouvelle* « déstalinisation » *d'où naîtra une force politique nouvelle ?*

Pour le PSU, il ne s'agit pas d'une question secondaire. Notre lutte pour le pouvoir des travailleurs n'ignore pas le poids du PCF dans et sur la classe ouvrière : toute évolution dans sa tactique ou sa stratégie aura nécessairement des conséquences importantes sur notre propre attitude.

l'heure du choix

En réalité, le PCF se trouve avec dix ans de retard devant le même choix que le PC Italien. Dans une société marquée par les conséquences nationales et internationales des mutations capitalistes et où il ne peut plus compter sur l'appui militaire ou même politique de l'U.R.S.S., un parti communiste doit choisir :

— *ou bien se contenter de gérer des bases syndicales et municipales, tout en réglant sa politique sur les enjeux internationaux : il risque alors de dépérir bientôt ou d'être décimé par la bourgeoisie à un moment donné (voir le Soudan) ;*

— *ou bien envisager son accès au pouvoir, dans le cadre d'une alliance* « anti-monopoliste ».

Le Manifeste de Champigny choisissait une troisième voie : la « démocratie avancée » ; *en facilitant l'apparition d'un pouvoir plus* « démocratique » *(sur une base anti-gaulliste : de Gaulle étant confondu avec les monopoles pour les besoins de la cause), le PCF se donnait une étape et le moyen de ne pas réellement choisir : il trouvait une issue au problème du pouvoir, sans pour autant mettre en cause son activité gestionnaire ni sa fidélité au PCUS, ni sa totale autonomie à l'intérieur de la gauche. Avec le* « programme commun », *cette stratégie trouvait son accomplissement : le PCF était prêt à cautionner un gouvernement* « démocrate et républicain ». *Avec les résultats des 4 et 11 mars 73, elle trouvait aussi son échec : le PCF se retrouve au même point qu'en* 1965 !

Bien plus, en se faisant le meilleur des démocrates avancés, le PCF a laissé se constituer un espace politique important qui s'est nourri des luttes sociales les plus dures et les plus originales : le gauchisme s'y est épanoui sous toutes ses formes, mais le PSU, avec d'autres groupes, s'y est aussi enraciné et même une partie du nouveau PS tandis que la CFDT offrait des moyens d'organisation, d'action et de revendication à tous ceux que rebutait une CGT trop conforme à la stratégie du PCF.

adaptation

Le comble : voici qu'à l'intérieur de cet espace, s'élabore un nouvelle stratégie, celle du socialisme autogestionnaire. D'abord des hypothèses confuses, puis (le Manifeste du PSU *en témoigne) les idées s'éclairent. Or c'est bien une stratégie révolutionnaire : elle s'appuie sur des forces sociales réelles ; elle peut animer un mouvement populaire, poser le problème du pouvoir, y compris celui de l'Etat ; elle définit les données d'une transition vers le socialisme ; elle fait naître une nouvelle* « conscience de classe » : *la contestation des modèles capitalistes débouche sur un nouveau système de valeurs.*

Le PCF se trouve ainsi aux prises avec des contradictions majeures :

— *la* « coexistence pacifique » *et la situation de l'Europe occidentale lui interdisent de prendre seul le pouvoir ;*

— *s'il ne prend pas le pouvoir, il est destiné à dépérir un jour ou l'autre ;*

— *s'il devient une force* « démocratique » *parmi d'autres dans la requête du pouvoir, il laisse place à la constitution d'une nouvelle force révolutionnaire ;*

— *s'il requiert le pouvoir à la fois comme force démocratique et comme force révolutionnaire, il encourt le soupçon de double jeu, de la part de ses adversaires bien sûr, mais aussi de ses alliés : de ce fait, ou il gêne le succès de l'alliance (voir mars* 1973) *ou bien il doit distendre ses liens avec ses alliés avec les risques que cela comporte (renversement des alliances).*

De telles contradictions ne peuvent se résoudre en un tour de main. Si le PCF se contente de faire jouer son appareil, il se condamne en toute certitude. Il se trouve devant l'exigence d'un débat. Alors que s'ouvre une nouvelle période de son histoire, le PCF a donc besoin d'affirmer à la fois :

1. *Qu'il est prêt à accéder au pouvoir avec tout ce que cela implique : c'est un choix à l'italienne.*
2. *Qu'il est prêt à s'adapter aux situations nouvelles pour conserver son hégémonie sur la classe ouvrière.*

Car c'est bien d'adaptation et non d'évolution qu'il faut parler. Est-ce à dire qu'il n'y a que paroles en l'air dans les déclarations des dirigeants communistes ? Certes non. Dans l'effort que fera le PCF pour sortir de sa contradiction, naîtra une situation politique nouvelle. Un nouveau Parti Communiste ? C'est peu probable, on ne met pas aussi brutalement en cause cinquante ans d'histoire et la tradition de Maurice Thorez. Mais certainement de nouveaux rapports de forces dans le mouvement ouvrier. En prenant mieux en compte la réalité sociale, le PCF contribue à la révéler, à lui donner du poids. On l'a vu à l'occasion des luttes lycéennes et celles des travailleurs immigrés ; on peut le voir face au durcissement du régime dans un certain nombre de secteurs. Les comportements militants peuvent évoluer dans ce contexte, les contradictions apparaître à la base : non que le PCF doive un jour éclater, mais en s'ouvrant à des luttes nouvelles, il leur donne mieux libre cours, débloque l'évolution du rapport des forces.

front de classe

Ces luttes ne pourront s'enfermer dans le carcan du « léninisme » tel que le comprend le PCF même rénové. C'est pourquoi nous avons fait le choix non seulement d'une stratégie autogestionnaire, mais aussi de la construction d'une force politique qui lui corresponde.

Cette force, que le PSU tente d'édifier avec d'autres, ne grandira pas dans les nuages, mais sur la terre, c'est-à-dire dans la lutte de classes. C'est en ce sens que la réalisation d'un front de classe anticapitaliste, avec le PCF comme avec toutes les forces susceptibles de s'unir face au pouvoir de la bourgeoisie, est un des objectifs du PSU : ce fut le cas naguère dans la période électorale, ça l'est encore plus aujourd'hui face au durcissement du régime qui reste sûr du présent, mais incertain de l'avenir. Entre organisations, les relations seront certes conflictuelles, mais il faut savoir donner une issue à ce conflit, pour la victoire du socialisme et de l'autogestion.

Robert CHAPUIS.

les initiatives du CLAS

Dans TS de la semaine dernière, l'article de Robert Chapuis, consacré à la rencontre des comités de liaison pour l'autogestion socialiste (CLAS), a été privé — pour des raisons techniques — du texte adopté à la fin de la rencontre. Le voici aujourd'hui.

LES participants à la rencontre des 19 et 20 mai proposent aux quatre organisations qui composent le CLAS de mettre en œuvre les dispositions suivantes, dans l'esprit de la déclaration du 28 janvier 1973, qui précisait parmi ses objectifs : « La création d'une force politique de type nouveau, regroupant les partisans du socialisme autogestionnaire dans une organisation cohérente avec ses principes ».

1. — Développer une vaste campagne publique sur les thèmes du socialisme autogestionnaire, aboutissement de la lutte pour le contrôle ouvrier et populaire, et de l'organisation politique nécessaire à cette lutte. Cette campagne permettrait de faire une enquête auprès des organisations et de l'ensemble des jeunes et des travailleurs qui veulent bâtir le socialisme dans la liberté et le respect de la démocratie ouvrière.

2. — Susciter des assemblées de base pour l'autogestion et le contrôle ouvrier et populaire dans les lieux de travail et d'habitation pour engager non seulement le débat, mais aussi l'action sur le thème de l'autogestion et de l'organisation politique nécessaire. Il peut s'agir du soutien à une lutte précise ou plus largement de poser le problème du contrôle sur le travail ou les différents aspects de la vie sociale dans la perspective d'une révolution socialiste et autogestionnaire. Il peut s'agir aussi de répondre politiquement à la volonté de changement qui n'a pu aboutir par les élections de mars 73.

3. — Réunir leurs militants dans un secteur donné (entreprises, cadre de vie, femmes, école...) ou sur un plan local pour engager un travail en commun.

4. — Ouvrir le CLAS à diverses organisations dont certaines ont déjà demandé à être « observateurs » *au comité. Le Comité de liaison ainsi élargi et animé par un groupe permanent pourrait notamment prendre en charge :*

I. — Les diverses initiatives que nécessite le débat public sur l'autogestion, dans la suite des colloques des 20-21 janvier et 19-20 mai, ou à l'occasion d'autres colloques.

II. — La réalisation de brochures, simples et claires, capables de populariser le débat sur l'autogestion.

III. — Les liaisons nécessaires aux luttes qui peuvent se développer dans une perspective autogestionnaire.

Par ailleurs, ils prennent acte du fait que les organisations qui composent le CLAS sont décidées à préparer en commun les transformations organisationnelles nécessaires, à la suite de la rencontre des 19 et 20 mai, pour aboutir, en dépassant les structures existantes, à la création d'une organisation politique capable de mener la lutte pour le socialisme autogestionnaire.

C'est ainsi que, notamment, le PSU ouvrira à des représentants des trois organisations (AMR, CIC, Objectif Socialiste) un moment de la prochaine réunion de sa DPN, afin de débattre des problèmes posés. »

sébile

Je voudrais vous faire part d'une remarque à propos de votre intéressant et utile article à propos des déclarations de Druon (...).

Vous écrivez : « Régime d'ordre moral qui préfère *Au Théâtre ce soir à Patrice Chéreau ». N'oublions pas que le pouvoir admet et subventionne Patrice Chéreau à côté d'*Au Théâtre ce soir...

A côté de cela des dizaines de compagnies théâtrales crèvent de n'avoir aucune subvention, ou alors quelques aumônes... Les auteurs ne reçoivent en France aucune bourse ou aide quelle qu'elle soit ! Les théâtres subventionnés n'ont jamais appliqué une véritable politique de création. (Depuis 1968, 11 % de créations françaises sur l'ensemble des spectacles. La grande majorité des spectacles étant des classiques...) La politique des Affaires culturelles a toujours consisté à concentrer le maximum de crédits sur le minimum d'organismes... qu'il peut mieux contrôler. Le problème n'est pas de donner encore plus à ceux qui ont déjà, mais de lutter pour que ceux qui n'ont rien aient les moyens de vivre, de travailler, de s'exprimer. Il ne s'agit pas de condamner Chéreau (ou un autre centre dramatique), mais de s'attacher à soutenir les autres, ces compagnies, combattantes, qui œuvrent dans l'ombre et dont ni la presse bourgeoise ni la presse de gauche et d'extrême-gauche ne parlent !

G. F., Paris ■

par les luttes,

Certains croyaient naïvement que le XXXVIe congrès de la C.F.D.T. réglerait des questions techniques sans guère aborder le terrain politique. C'était oublier simplement que la conjoncture est très mouvante à gauche aujourd'hui ; il était impensable que la C.F.D.T. n'apporte le poids de ses militants à l'appui du vaste courant pour l'autogestion socialiste qui s'ébauche, qu'elle ne renouvelle pas son attachement au socialisme décentralisé. Elle l'a fait avec vigueur. Alain Rannou en tire les leçons ; Edmond Maire et Hubert Lesire-Ogrel, de la commission exécutive de la C.F.D.T. précisent les positions de leur centrale ; Julien Cettour décrit l'ambiance de ce congrès. ■

Cinq jours. Le rideau est tombé. Cinq jours et, dans la bouche, comme un goût d'inachevé. Le but du Bureau National était de resituer la C.F.D.T. dans le champ syndical. Il fallait, à partir du projet de société d'Issy-les-Moulineaux, définir les modes d'actions, les revendications, la stratégie de la Centrale. Pour cela, le débat se devait d'être un échange d'expériences, d'analyses, permettant une synthèse autour des diverses résolutions. Il devait permettre de traduire dans la vie de tous les jours cette « grande fresque de la société à venir » **afin de** « vivre demain dans nos luttes d'aujourd'hui ».

LA réalité fut autre. Si c'est autour de l'échange d'expériences concrètes, de luttes menées par les syndicats, qu'un projet devait se bâtir, cela fut, pour le moins, escamoté. A moins que les véritables enjeux ne se situent sur un autre terrain.

La situation en France est telle que le problème fondamental demeure la restructuration politique du mouvement ouvrier. Tout le monde l'a compris, du P.C.F. à la C.G.T. en passant par le P.S. Aujourd'hui apparait une autre stratégie, un autre projet dans la perspective de l'autogestion. Reste à savoir comment lui donner corps, comment en faire un axe déterminant pour mettre à bas ce régime ?

C'est une question fondamentale pour l'avenir, pour la lutte des travailleurs. Les délégués, dans leur grande majorité, le savaient. Cela dépassait largement le seul cadre de la C.F.D.T. Le temps de parole accordé — trop court — ne permettait pas aux intervenants de développer leur pensée, de faire la liaison avec leur pratique quotidienne. C'est vrai, mais on en sentait la volonté. Pour certains, cette litanie de prises de parole est apparue comme ennuyeuse. Elle était, je crois, riche d'un mûrissement, d'un projet en gestation, d'interrogations, d'une volonté d'approfondissement.

L'enjeu, c'est le rôle de la C.F.D.T. dans cette restructuration, dans la création de cette force, la définition de sa stratégie, la précision du projet. Cela s'est fortement ressenti à partir des points chauds de ce congrès. Ce n'est pas par hasard si, lors du vote pour le Bureau National, Emile Le Bellier et Jacques Moreau sont parmi ceux qui ont recueilli le moins de suffrages. Ils s'étaient fortement engagés l'un et l'autre, sur des approches stratégiques différentes.

La précision, la clarification, s'est faite, bien entendu, au détriment du nombre de mandats obtenus par chacun d'eux. Lors de la résolution générale, c'est sur le problème de la transition et des comités de grève que le débat a été le plus dur. La voie à suivre pour la prise du pouvoir, le problème des alliances, les moyens pour faire changer le rapport des forces au niveau social, la démocratie ouvrière, le syndicat dépassé ou non, outil de l'ensemble des travailleurs ou moyen secondaire pour obtenir une couverture légale. Le débat de fond est abordé.

La charte financière était un autre enjeu. Quels moyens doit se donner l'organisation pour pouvoir concrètement appliquer sa stratégie ? Le débat fut long, confus. Mais en aucun cas, il ne fut uniquement technique. Il était, il ne pouvait être que fondamentalement politique. Le compromis voté n'est finalement que le reflet des incertitudes stratégiques.

Selon certains, la discussion sur ces points fut escamotée. Mais nous sommes à la C.F.D.T., c'est-à-dire dans une organisation syndicale de masse. Elle est donc le reflet des incohérences et des incertitudes des forces politiques

Edmond Maire : *"le réalisme n'est pas la modération"*

● **Tribune Socialiste. — Edmond Maire, quel est le sens des travaux de ce congrès ?**

— **Edmond Maire :** En premier lieu, le but est d'améliorer l'efficacité au service des objectifs du congrès 1970. Les grandes fresques d'avenir définies alors n'ont pas été jusqu'à maintenant suffisamment accompagnées d'une analyse des conditions de leur réalisation. Il nous faut faire l'analyse lucide des rapports de force réels et non supposés, l'analyse des divisions que l'on rencontre dans les grèves entre catégories de travailleurs et catégories sociales. Il nous fallait définir une politique revendicative en fonction d'objectifs intermédiaires entre notre projet et la réalité d'aujourd'hui.

Dans la CFDT, nous considérons que le réalisme est sûrement plus efficace et plus révolutionnaire que la répétition perpétuelle d'une fresque d'avenir.

Je crois que l'autre point fort, c'est l'accord réalisé dès avant le congrès par une forte majorité et les méthodes d'action du syndicat.

Après le bouleversement représenté par la volonté de mettre en cause les scléroses de l'organisation. Après les excès qui ont ébranlé la notion d'organisation, de son rôle et de son utilité.

Le congrès montre la mise en lumière du rôle de l'adhérent, du pouvoir de l'adhérent, dans la décision d'action. Si tu veux, notre congrès démontre que le réalisme n'est pas la modération.

● **Dans la présentation du rapport, et lorsque tu as répondu aux interventions, tu as plusieurs fois pris à partie les gauchistes.**

— On met sous le terme de « gauchiste » deux types d'attitudes qui, ni l'une ni l'autre, ne correspondent à la nécessité de constituer un rapport de force massif et conscient pour le socialisme autogestionnaire.

Les trotskistes, avec leur théorie de l'avant-garde et leur dogmatisme, nient l'apport irremplaçable que peut offrir un syndicalisme de masse et de classe pour une transformation révolutionnaire de la société. Pour les spontanéistes, c'est l'oubli qu'il n'y a pas de projet collectif possible sans une organisation profondément démocratique qui est à la fois la mémoire du mouvement ouvrier et qui enrichit en permanence cet acquis en le soumettant sans cesse à la critique des adhérents et des travailleurs.

● **Justement, par rapport aux comités de grève, tu as très durement attaqué la Ligue communiste...**

— Cette organisation part du principe que l'organisation syndicale est réformiste, donc il faut que les travailleurs la débordent et ce sur une ligne révolutionnaire, donc sur la leur. Cela amène, sous couvert de démocratie, à ne vouloir faire prendre en compte que les propositions d'une avant-garde éclairée : à partir de cela les risques de manipulation bureaucratique sont grands.

● **Oui, mais au fond, sur les comités de grève ?...**

— Je poursuis, si tu veux. Il y a deux cas. Ou bien l'organisation syndicale est forte, a un nombre d'adhérents élevé, est représentative des couches de travailleurs dans l'entreprise et le comité de grève est inutile. C'est à l'organisation syndicale de diriger la lutte en soumettant ses propositions à la discussion et à l'accord des travailleurs. Mais il est inutile de créer de nouvelles organisations pour les travailleurs lorsqu'il en existe déjà.

Ou bien le syndicat est moins fort, n'est pas implanté dans toutes les couches de l'entreprise et alors la CFDT comprend et admet parfaitement la création de comités de grève (ou de tout autre nom) permettant de regrouper autour de l'organisation tout ceux qui n'y sont pas représentés et d'assurer ainsi une véritable démocratie chez les travailleurs. Mais le rôle de l'organisation syndicale reste fondamental. Considérer que, dans une lutte, le syndicat n'est qu'un instrument, un support technique tout juste bon à aller négocier, est une erreur profonde. Tout d'abord parce qu'il n'y a pas que des luttes et qu'il faut bien assurer la permanence de l'organisation des travailleurs contre le capitalisme. Ensuite, la conception dite de l'autogestion des luttes fait dire à certains qu'il faut que lutte par lutte les travailleurs s'auto-organisent spontanément. Je crois qu'il faut éviter d'employer l'autogestion à toutes les sauces. Il faut bien qu'il y ait un lien entre ces luttes, il faut bien que globalement la classe ouvrière en tire les leçons pour l'avenir.

Pour reprendre l'expression « autogestion des luttes » je dirai en boutade, qu'il n'y a pas autogestion sans planification. Le rôle de l'organisation syndicale sur ce point est irremplaçable. Elle doit être le lien, le creuset où la classe ouvrière s'organise, réfléchit, prépare son action ; elle doit être l'arme qui, à partir de cette réflexion, permet à l'action de se développer.

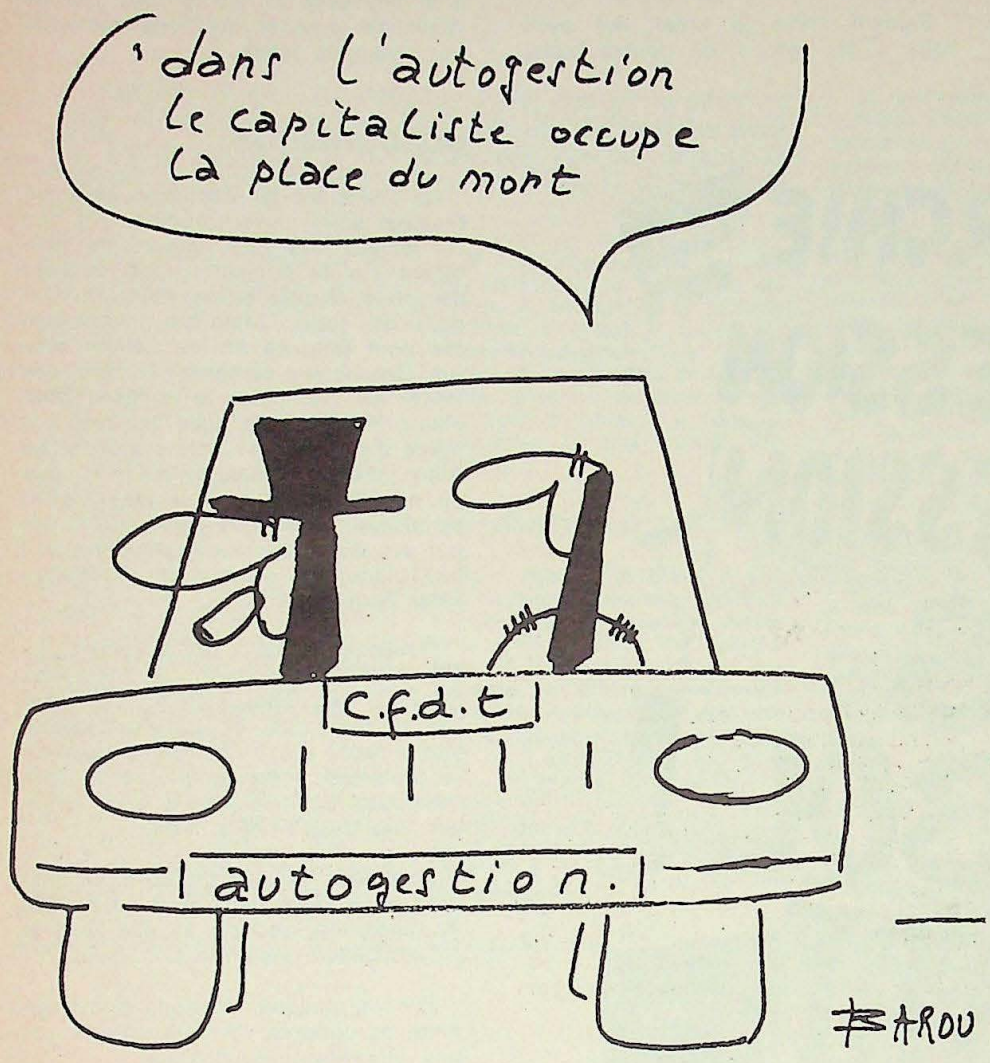
● **Oui, mais les organisations syndicales ne regroupent pas l'ensemble des travailleurs en France. Elles sont relativement faibles par rapport, par exemple, à l'Italie ou à l'Allemagne...**

— Justement le problème est bien celui du développement du mouvement syndical. Il ne s'agit donc pas de vouloir encore l'affaiblir.

● **Et que peux-tu dire des déclarations de Marchais et de Poperen ?**

— La CFDT se bat aussi en terme de projet politique pour développer la cohésion et la convergence des forces socialistes autogestionnaires. C'est à

pour l'autogestion



autogestionnaires. Ne lui demandons pas de préciser à leur place ce qu'elles n'ont pas encore terminé. Emile Lever a retiré son amendement (sur les comités de grève et la négociation) contre l'engagement d'un débat sanctionné par un conseil national. Il faut que ce soit les militants qui prennent en charge ces problèmes, que la position de la Confédération reflète la pensée de la base. La Ligue Communiste s'est contentée de manœuvres bureaucratiques, imposant un vote par mandats en utilisant la signature de syndicats qui n'avaient pas donné leur accord. Ces méthodes ont tout juste permis au « **patriotisme d'organisation** » de se réveiller et, sans l'amendement d'Emile Lever, elles auraient bloqué la possibilité d'avancer. Mais que voulez-vous, avant-garde oblige !

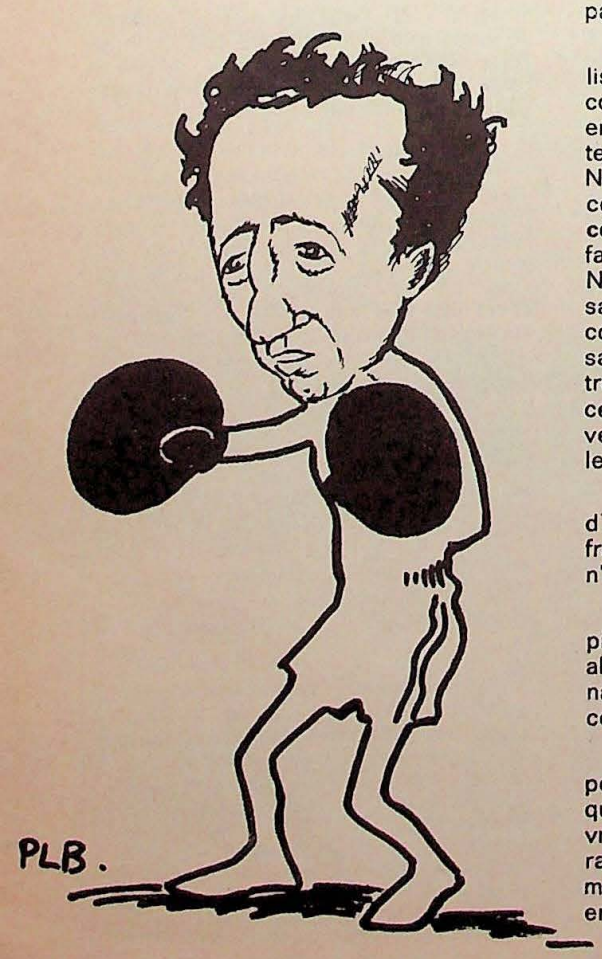
Sur ces problèmes, la C.F.D.T. n'est pas la seule engagée. D'autres forces sont en recherche (voir T.S. de la semaine dernière). Le P.C.F. l'a compris qui est intervenu violemment avant l'ouverture de ce congrès. Maire, dans sa réponse, a bien resitué le fond de la polémique : l'existence de deux projets chez ceux qui se battent pour renverser le régime capitaliste actuel. Il a bloqué l'échange d'insultes pour engager la discussion politique sans tomber dans le piège de l'anticommunisme.

La manière dont il a abordé le problème force le P.S. à se définir, accélère les contradictions en son sein. Le refus du projet politique contenu dans le programme commun, force le P.S. à se situer au travers de l'un ou l'autre, car maintenant, ne pas le faire, c'est déjà choisir, il ne peut plus, par rapport à la C.F.D.T., faire comme si l'autogestion et le programme commun, c'était la même chose. Il ne peut plus se servir d'un mot pour camoufler la nature réelle de son organisation. L'avenir nous dira si son changement de nature n'est qu'un ravalement de façade électoral ou correspond à un changement profond de son intervention sur le champ politique, économique et social. En tout cas, Maire lui a posé très directement la question sous couvert d'une réponse à l'autre partenaire du programme commun.

La discussion sur l'ensemble de ces enjeux doit se poursuivre dans et hors le square Montholon. Nous avons un rôle important à jouer. La prochaine Conférence Nationale Ouvrière, la réunion du secteur « Femmes », les rencontres sur l'Ecole et la Formation permanente, le prochain Conseil National doivent nous permettre d'apporter notre contribution. Ce n'est que si l'ensemble de ceux qui croient que le socialisme sera autogestionnaire ou ne sera pas s'engage dans cette voie, que la création de la force politique capable d'organiser ce courant et de préciser son projet sera possible.

Alors, goût d'inachevé ou engagement dans un processus ? Déception ou espoir ? Ce n'est pas tellement dans les textes et amendements votés ou repoussés au congrès que l'on trouvera la réponse. C'est dans la compréhension de ces problèmes par les délégués, leur prise en charge par l'ensemble de l'organisation, leur traduction sur le plan des luttes sociales, leur avancée dans la prise de conscience de l'ensemble des travailleurs que se situent les véritables enjeux.

Alain RANNOU ■



partir du moment où la CFDT a rappelé l'existence évidente de deux courants socialistes que le PCF a commencé à réagir très fortement.

Sa conception « scientifique » lui évite de se poser les problèmes difficiles. On se réfugie dans l'intolérance dogmatique qui veut qu'il y ait qu'une science du socialisme basée sur Marx et Lénine. Puisque la théorie fait coïncider socialisme et démocratie ce n'est pas la peine de regarder plus loin, notamment de s'attarder sur les déviations autoritaires du socialisme des pays de l'Est...

Nous ne voulons pas de ce socialisme-là. Nous respectons les militants communistes dans l'action mais nous entendons aussi qu'ils nous respectent nous, nos idées, notre action. Nous faisons beaucoup moins d'anticommunisme que le PC ne fait **d'anticédétisme.** Je dirai même que nous ne faisons pas du tout d'anticommunisme. Nous sommes, avec le PCF, en désaccord sur le projet de société à construire. Nous le disons. Mais nous savons aussi que l'unité d'action contre le régime capitaliste est une nécessité. L'union de l'ensemble du mouvement socialiste est nécessaire pour le passage au socialisme en France.

Le débat, ce n'est pas l'échange d'insultes mais un dialogue franc et fraternel. C'est notre conception, nous n'en changerons pas.

Nous ne tomberons pas dans le piège qui consiste à vouloir nous faire abandonner le socialisme autogestionnaire pour éviter d'être taxés d'anticommuniste.

L'avenir socialiste de la France ne peut être qu'autogestionnaire parce que c'est la tradition du peuple ouvrier français, et que ce sont les aspirations qui se sont révélées à tout moment de notre histoire, notamment en 68.

(Propos recueillis par A.R.)

● impressions d'un congressiste

On nous avait annoncé un congrès calme où les délégués des syndicats devaient approfondir les choix du 35e congrès de la C.F.D.T., vous savez celui où l'on avait causé de luttes de classe, de socialisme, d'autogestion, de planification démocratique, d'appropriation sociale des moyens de production...

La mécanique démarre le mercredi matin.

Beau cadre au bord de l'Erdre, un peu froid. Ça flotte. L'ambiance n'y est pas. Les quelque 1700 délégués sont là : petit sondage intéressant, le congrès est jeune avec beaucoup de délégués venus au syndicalisme ou aux responsabilités depuis 1968 ; mais moins de femmes qu'en 1970 à Issy-les-Moulineaux.

Edmond Maire présente son rapport général, complet, même trop long diront certains délégués, ce qui fait que beaucoup de militants de base ne l'auront pas lu. Quelques petites phrases relevées ça et là par les « **politiques** », mais pas de quoi fouetter un chat.

Et puis c'est la série d'une centaine d'interventions limitées à 7 puis à 5 minutes (pour tenir l'ordre du jour) : des récits d'actions, le problème du passage au socialisme, l'analyse du capitalisme, les problèmes internationaux, les comités de lutte, les immigrés, la contraception et l'avortement.. se succèdent sans ordre précis, sans ligne bien claire, sans lien avec une stratégie des luttes sociales. D'autres interviennent sur l'autogestion, la prise du pouvoir, mais en passant un peu au-dessus de la tête des congressistes. On ne voit pas encore où ça va déboucher.

Celà dure jusqu'à jeudi midi. Mais dès le lendemain matin le congrès s'anime un peu. L'enjeu, c'est l'élection du bureau national.

C'est vrai que le rôle des hommes dans la confédération est important et que la désignation d'un tel ou un autre n'est pas indifférente dans le cadre du développement du pôle autogestionnaire dont la C.F.D.T. constitue un gros morceau.

Jeudi après-midi, présentation du rapport sur la charte financière par René Decaillon et débat. On est reparti dans la litanie des interventions. Toujours pas de commissions qui permettraient un débat plus long, plus fructueux, dans des groupes plus restreints. Chaque intervenant est seul →

avec ses cinq minutes face à une salle qui écoute d'une oreille distraite ou qui fait autre chose, sans parler des difficultés avec la sono. Pas le pied quoi !

Et puis la bouffe qui laisse à désirer. Il faut bien que tout le monde fasse son beurre ! Surtout le gérant de la Beaujoire...

pas confondre

Vendredi matin, il pleut toujours autant, mais le congrès s'anime de nouveau. D'abord un petit incident : le délégué de l'Histadrouth (syndicat israélien) fait savoir qu'il quitte le congrès parce qu'il n'est pas d'accord avec l'intervention que doivent faire à la tribune des représentants de syndicats arabes. La perspective de voter en fin de matinée excite les porteurs de mandats. Enfin on va prendre des décisions !

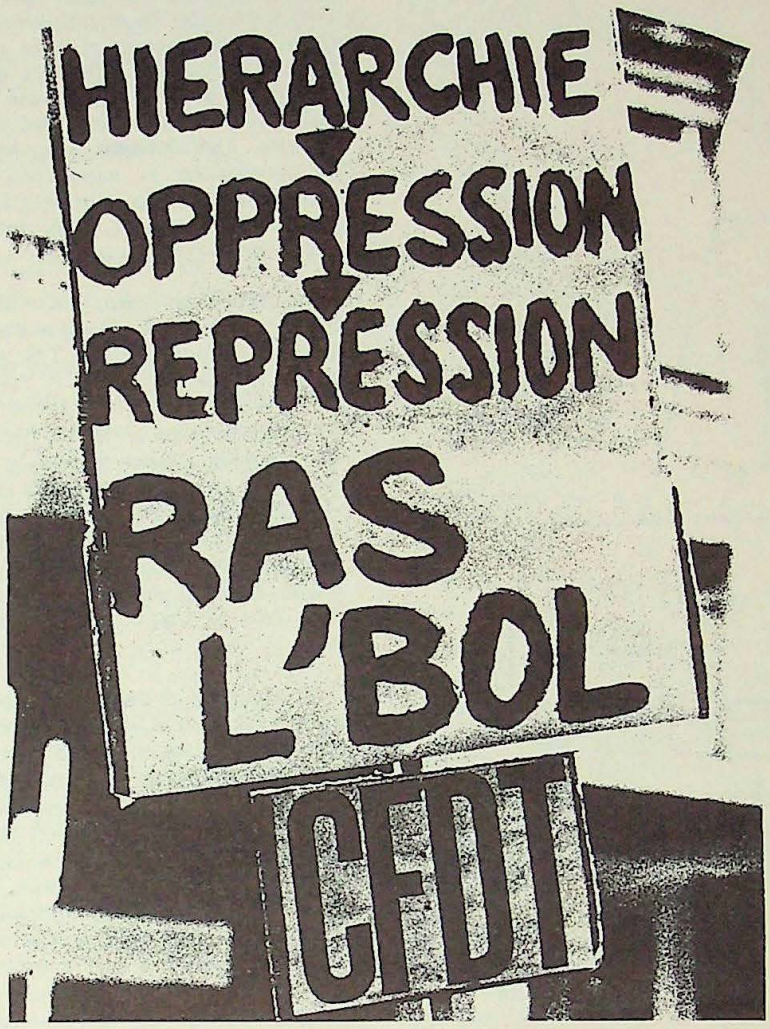
Edmond Maire répond aux intervenants sur le rapport général adopté par 87 % des mandats : pan sur le bec de la ligue « les enfants de Trotsky » à propos de l'auto-organisation de la classe !

Il faut dire que les petits camarades du P.C.F., ils ne l'avaient pas ménagé, Edmond. Alors dans la confédé, les militants qui connaissent bien les gars du P.C., ils n'aiment pas qu'on les traite comme ça. Et Edmond il a été applaudi. Pas par anti-communisme, mais on met les choses au point. Il faut bien que le « grand parti de la classe ouvrière » comprenne qu'il peut exister d'autres projets à gauche que le sien ou le programme commun, et que défendre le socialisme autogestionnaire, la responsabilité des travailleurs dans l'action, et des revendications qui remettent en cause le pouvoir du patron et l'organisation capitaliste du travail, ce n'est pas forcément faire le jeu de Pompidou et du patronat ! Faut pas confondre avec Bergeron.

Bien sûr le secrétaire général dit que le congrès ne devait pas se faire autour de la transition au socialisme, car il y a d'autres débats, mais en précisant que cette transition ne peut se faire que s'il y a constitution dès maintenant d'un rapport de forces favorable aux forces anticapitalistes et plus particulièrement à celles du courant autogestionnaire et qu'elle doit se concrétiser par la prise du pouvoir politique et économique.

Le débat suivant porte sur la CFDT et l'information présenté par Pierre Hureau remplaçant Frédo Krumnov malade. Mais on glisse vite à une discussion sur l'information dans la CFDT en insistant toutefois sur la nécessité de faire de la lutte pour l'information un élément de la lutte de classe.

Samedi matin le soleil est avec nous. C'est sympa, on pourra buller sur les bords de l'Erdre. Mais le débat sur la Charte financière (qui sera adoptée par 66 % des mandats) est là avec tous ses enjeux. A travers des débats auxquels on a voulu donner un aspect technique, c'est tout un choix politique de l'organisation qui se trouvait posé : priorité aux structures régionales ou aux fédés. Finalement on s'en tire avec un compromis qui ne règle pas tout et qui sera combattu par quelques fédés.



La hiérarchie, c'est comme les étagères, Plus c'est haut, et moins ça sert...

on continue

Le débat sur la résolution générale (samedi soir) montre rapidement que les enjeux les plus importants porteront sur la transition, les comités de grève, le rôle du syndicat, la conduite des luttes. Mais les congressistes sont fatigués et les débats confus. On voit nos camarades trotskystes tenter de manipuler le congrès pour ouvrir le débat politique sur les comités de grève et l'auto-organisation. Alors, les congressistes n'aiment pas ça et réagissent mal. Il font l'effort de plusieurs militants pour que le débat sur les comités de grève ne soit pas bloqué et puisse se poursuivre dans l'organisation.

Dimanche matin c'est la saturation. On continue pourtant. La résolution générale est votée à 87 %. Le débat sur la résolution et sur l'action est intéressant ; il pose bien, entre autres, le problème social que sont la contraception et l'avortement sans dégager une position très nette.

La motion sur les travailleurs immigrés pose aussi leurs problèmes mais la résolution, renvoit à plus tard la revendication des choix politiques.

Encore quelques motions et on termine ce congrès de « **transition** » par une vibrante Internationale.

Mais au fait « **vivre demain dans nos luttes aujourd'hui** » ça ne vous fait pas penser à quelque chose ?

Julien CETTOUR ■

Hubert Lesire-Ogrel :

"la parole à ceux qui se battent"

● TS : Tu es nouveau rentrant à la commission exécutive de la CFDT, qu'est-ce que cela veut dire pour le militant que tu es ?

— **Hubert Lesire Ogrel** : Pour certains camarades, je suis un homme d'appareil. Il est vrai qu'avant d'être secrétaire de la fédération des services, j'ai passé quelque temps au secteur juridique. Je crois que c'est une erreur d'appréciation. Six ans dans la fédération des services, cela modifie un homme. C'est en effet une fédération particulièrement composée de prolétaires. C'est une fédération très proche des bagarres et très proche des travailleurs de ce secteur. Dans les services, le taux de syndicalisation est faible. Dans la plupart des luttes qui démarrent, il n'y a pas de syndicat. Chez nous, les comités de soutien, ça a un sens. La combativité des travailleurs a du mal à s'esquiver, l'expérience des luttes est quasi nulle et, lorsque la colère prend les travailleurs, c'est l'explosion quelquefois délirante. C'est dans ce milieu que notre fédération agit. C'est loin d'être facile et, au contact de tout cela, on se rode. Je rentre donc à la C.E. : j'espère que je tiendrai la barre. Je crois que la C.F.D.T. a aussi à apprendre l'expérience de luttes de ma fédération. J'essaierai d'y apporter ma contribution.

● Et comment le responsable national juge-t-il ce congrès ?

— Je ne suis pas là pour juger, ce n'est pas mon rôle. Je te donne juste quelques impressions. Le problème fondamental de ce congrès était d'assurer la traduction sur le plan des revendications, de notre pratique, des décisions du congrès de 1970. Je ne suis pas sûr que l'objectif ait été entièrement atteint. Notre camarade Astruc de Bordeaux, licenciée puis réintégrée dans son entreprise à la suite des luttes qu'elle a menées, n'a pas pu parler à ce congrès, parce qu'il y avait trop d'orateurs et, qu'inscrite dans les derniers, elle n'est pas intervenue. A ce sujet, je crois qu'il faudrait peut-être revoir notre formule de congrès, peut-être avoir des réunions de groupes, sans doute changer la formule des interventions de cinq minutes qui se succèdent sans se lier. Enfin, c'est du travail pour l'avenir.

● Tu vas quitter le secrétariat de la fédération des services, est-ce que cela ne va pas poser de problèmes ?

— Non, je ne crois pas. Il y a maintenant une équipe très solide. Cette fédération va réapparaître au niveau confédéral. Elle a beaucoup de choses à dire à partir de son expérience. On nous a quelquefois reproché de ne pas être beaucoup intervenus dans ce congrès. C'est volontairement que nous avons voulu laisser la parole aux syndicats de base, laisser la parole à ceux qui se battent pour qu'ils fassent part de leurs problèmes, de leurs résultats, et que l'organisation en tire les fruits. Cela revient au problème précédent. Je dirai que ce congrès a été trop un congrès de permanents. Je n'attaque pas là les permanents, je le suis moi-même, mais j'aurais voulu entendre plus la base présente dans les luttes.

● Ta fédération n'a pas signé le texte Hacuitex, Banques, P.T.T....

— Non, c'est pour les mêmes raisons. Je crois que la fédération des services reste en accord avec eux. Mais le texte définissait des objectifs sans définir les moyens d'y parvenir.

● L'avenir ?

— Il faut faire des fédérations l'instrument essentiel de l'échange d'expériences, un peu comme la F.G.M. italienne. Il faut renforcer l'organisation en la reportant aux masses. C'est une des conditions de l'avancée vers l'autogestion.

A. R. ■

● LE NOUVEAU BUREAU NATIONAL (dans l'ordre de l'élection)

— Collège fédérations : **Jacques CHEREQUE - Roger TOUTAIN - Jacques JULLIARD - Marie-Jeanne LAFONT - Raymond MARTIN - Jacques TIGNON - Marcel LEBOTERF - Emile LE BELLER - Bernard DIZIER - Jacques MOREAU.**

— Collège régions : **Pierre HERITIER - Jean-Marie CONRAUD - Bernard DELASSUS - Gilbert DECLERCQ - Guy GOUYET - Françoise STAEDHLIN - Christian DUBONNET - André THIOLLENT - Félix NICOLO - Guy ROBERT.**

— Collège présenté par le bureau national sortant : **Pierre HUREAU - Edmond MAIRE - Fredo KRUMNOV - Albert DETRAZ - René DECAILLON - Jeannette LAOT - René SALANNE - Hubert LESIRE OGREL - Michel ROLANT.**

— Collège U.C.C. (cadres) : **Roger FAIST.**

● LA NOUVELLE COMMISSION EXECUTIVE

Edmond MAIRE, secrétaire général, secteur information - René DECAILLON, secrétaire général adjoint, secteur organisation - Pierre HUREAU, trésorier - Albert DETRAZ, secteur politique - Fredo KRUMNOV, action revendicative - Jeannette LAOT action sociale - cadre de vie - Hubert LESIRE OGREL, secteur formation - Michel ROLANT, action économique - René SALANNE, action internationale.

• automobile :

leçons de conflits récents

Samedi 19 mai, au siège du Parti, des camarades de l'automobile se sont retrouvés en réunion de branche pour tirer les enseignements politiques des conflits récents et dégager des perspectives dans le cadre de la Commission entreprise.

LES récents conflits ne se sont pas terminés par la victoire des travailleurs, même si certains avantages ont été obtenus. Il faut analyser les causes de cet échec quasi général :

— 1) Le patronat a su évoluer tactiquement et mettre à profit la structuration de la branche automobile pour empêcher l'arrêt de la production : fabrication de pièces Renault chez Citroën à Rennes, usines communes Renault-Peugeot, ou contrats de sous-traitance par Peugeot dans la région de Sochaux par la réalisation des pièces produites à St-Etienne (l'opération de commando à St-Etienne avait surtout pour objectif de récupérer les outils et moules de presse).

Il en va autrement dans la tactique patronale quand l'arrêt se situe à un endroit-clé de la production (les grandes presses à Renault par exemple). Mais, là aussi, la direction n'hésite pas à engager l'épreuve de force.

— 2) L'élargissement et le soutien populaire des luttes ont été limités. A St-Etienne, la tactique patronale a réussi à isoler une entreprise marginale dans le processus de production et la solidarité locale n'a pu jouer à fond car, dans la Loire, il y avait de nombreuses autres luttes (TS n° 579).

déphasage

Chez Renault, la grève a touché presque l'ensemble de l'entreprise, mais un certain déphasage a eu lieu entre les organisations et les mouvements des travailleurs, et l'absence d'unification entre les revendications ont facilité le durcissement de la direction et la mobilisation de beaucoup de monde pour casser le mouvement : maitrises, certains techniciens et employés, ainsi qu'en témoigne un camarade de Flins dans le dernier « Courrier des entreprises ».

— 3) Les revendications des travailleurs n'étaient pas formulées clairement. En fait, surtout pour de nombreux immigrés de Renault, la grève c'était : « On arrête tout, l'usine est à nous ; pour un temps on arrête la cadence ; c'est tout ou rien ; on libère la parole... », et cela en décalage total avec les revendications formulées, même celles qui sont allées le plus loin dans la remise en cause de l'organisation du travail. Il y avait à la fois découverte, pour beaucoup, de la puissance collective des travailleurs dans l'usine et revendications égalitaires en termes de salaires (même travail = même salaire).

— 4) Personne n'a mis le paquet sur la nature du travail alors que c'était là le fond. Même s'il devait y avoir échec du mouvement, au moins cette mise en cause de la nature du travail aurait été un acquis. De ce fait, la prise de conscience du travailleur a été limitée.

sans concession

Cette analyse sans concession de l'échec des mouvements et aussi de la portée limitée de notre intervention a conduit les militants du PSU à formuler quelques interrogations sur leur rôle et à chercher les réponses à y apporter. A cet égard, plusieurs observations :

— La radicalisation des luttes ne signifie pas politisation. Le parti, intellectuel collectif, doit être capable de comprendre ce qui se passe chez les travailleurs et proposer à chaque étape les objectifs de la lutte. Les militants politiques doivent développer l'explication sur le capitalisme, le rôle de l'Etat et faire prendre conscience, à travers certaines revendications, que c'est le pouvoir du capitalisme lui-même qui est mis en cause (organisation du travail, hiérarchie, pouvoir d'Etat).

— Les militants révolutionnaires doivent également être capables d'analyser la stratégie de l'adversaire, de l'expliquer aux travailleurs et de faire des propositions tactiques. Le développement de l'axe du contrôle ouvrier, accompagné d'une bonne analyse du « terrain » doit permettre aux militants, non pas de plaquer des mots d'ordre, mais de faire des propositions tactiques susceptibles d'être reprises en compte par les travailleurs.

développer l'unité populaire

— Le développement de la solidarité, tant dans l'entreprise et la branche que régionalement, doit être un objectif des militants, en analysant correctement le terrain d'intervention. Elle doit permettre le développement de l'unité populaire, d'abord autour des travailleurs en lutte, et ensuite autour d'un axe politique.

— La lutte contre toutes les formes de fascisation (CFT, milices patronales, etc) est importante et doit permettre à la fois de faire éclater aux yeux des travailleurs la nature de la direction et du régime, et de réaliser une mobilisation populaire autour de ce mot d'ordre (et pas seulement chez Citroën et Simca-Chrysler).

Le débat doit se poursuivre et les militants de l'automobile du PSU ont proposé à plusieurs organisations politiques européennes (Grande-Bretagne, Italie, Allemagne, Belgique, Suède...), de tenir une rencontre internationale dans le courant du mois d'octobre.

Julien CETTOUR

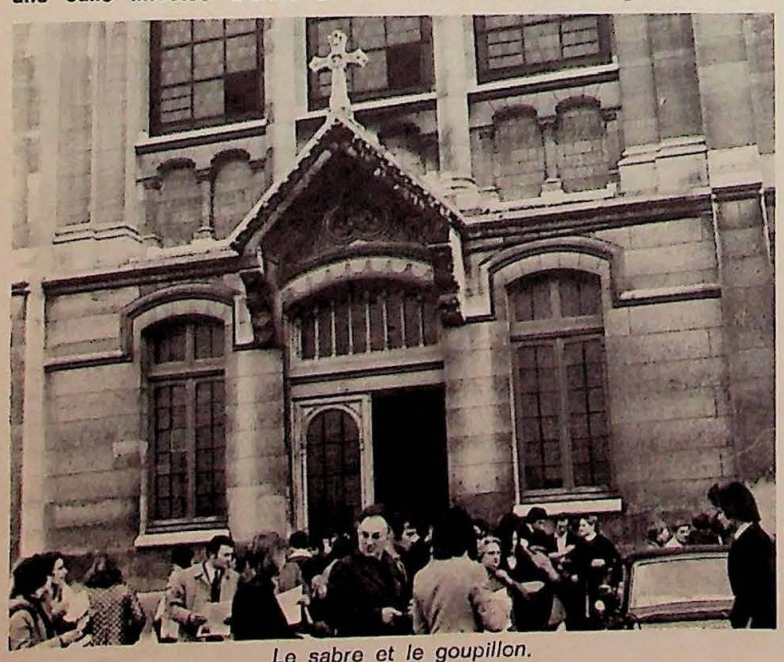
• Meudon :

assez de charité !

Mardi 22 mai, 2000 manifestants se dirigent vers l'orphelinat de Meudon, sous une pluie torrentielle. Les slogans : « Assez de charité », « A bas les orphelinats-casernes », « Réintégrez nos camarades ! ». **La combativité des orphelins-apprentis d'Auteuil a été particulièrement remarquée. C'est qu'à Auteuil, on vit encore plus mal qu'à Meudon...**

ON a beaucoup parlé dans la presse « officielle » du scandale des enfants-cobayes de l'orphelinat de Meudon. On a voulu faire croire qu'il s'agissait d'un fait isolé. Mais pour les orphelins, ce n'est qu'un élément de leur exploitation et du mépris qui les frappe. Un orphelin d'Auteuil nous explique : « **Je me suis révolté à Meudon, on m'a envoyé ici. C'est encore pire. Ça vous plairait, à vous, de vous laver dans une salle infectée d'urine et de merde parce que les canalisations fulent ? La nourriture ? Quand on me donne une assiette de riz, je fais deux tas : le premier, je le mange. Le second, c'est des mégots, des asticots, des détritus, n'importe quoi** ».

Quand ils ont l'audace d'être malades, le seul médicament que leur accorde une pseudo-infirmière, c'est l'aspirine. Ils sont pourtant nombreux à monter à l'infirmerie, le visage en sang à cause des coups des plons et des profs Ceux-ci ne sont en général pas diplômés et, pour échapper au chômage, la plupart lèchent le cul de la direction.



Le sabre et le goupillon.

Mardi, 30 d'entre eux se sont joints à la manifestation de Meudon. C'est peu ? C'est énorme quand on sait que la direction, soit les empêchait physiquement de sortir, soit les menaçait individuellement de représailles corporelles et de vidage. Tout l'après-midi, les apprentis ont expliqué les conditions dans lesquelles ils vivent. Leur isolement a été partiellement rompu. Ils comptent sur nous tous, non pour résoudre leurs problèmes, mais pour lutter à leurs côtés. Leur combativité s'est encore accrue, à l'espoir, vite déçu, de voir Le Gall (le directeur de l'orphelinat de Meudon) céder devant la manifestation.

La désillusion était amère, le soir à 22 heures : non seulement ils n'avaient rien obtenu, mais ils ont encore attendu pendant une heure devant les grilles de l'orphelinat d'Auteuil, que la direction veuille bien les laisser rentrer. Finalement, ce sont les flics qui sont venus « régler » le problème. Peu glorieux ! Mais le coup d'envoi était donné. Ils sont maintenant plus que jamais prêts à lutter, lucides et résolus. Une des conditions de leur victoire est qu'ils constatent eux-mêmes qu'ils ne sont pas isolés.

Quant à la tactique de la direction, elle est claire : il s'agit de dresser l'opinion publique contre les révoltes des orphelins. Il faut donc riposter. Une campagne d'explication doit être engagée pour dénoncer l'hypocrysie de cette prétendue charité (au fait, mes bons Pères, où passe-t-il donc tout le fric des bienfaiteurs ? Certainement pas au service des apprentis, en tout cas). Il faut faire savoir que de nombreuses heures d'atelier non payées rapportent à la direction des revenus substantiels.

Pour rompre l'isolement des orphelins d'Auteuil, il faut hâter la création d'un comité de soutien capable de cristalliser et de canaliser l'indignation de la population du quartier. « **Les orphelinats, c'est l'affaire de tout le monde !** » crialent-ils à la manifestation.

Correspondant ■

• Clermont-Ferrand :

les bonnes sœurs-Marcellin

Quand le patron est une mère supérieure et que des religieuses administrent un hôpital psychiatrique, le personnel bénéficie d'un traitement de faveur...

A l'hôpital psychiatrique Ste-Marie de Clermont-Ferrand, la direction refuse d'accorder les mêmes avantages que dans le secteur public (par exemple les « ponts », la « loi Poher », etc).

Mais ce n'est pas tout, le personnel est soumis à une hiérarchie rigide et pesante, traité en larbin, privé de toute initiative.

C'est dans ce contexte qu'une grève administrative a été lancée par la section syndicale C.F.D.T. pour faire aboutir les revendications du personnel.

Du coup, les religieuses, de disciples du Christ, deviennent de dignes émules de Marcellin : les sanctions pleuvent, les grévistes sont menacés de poursuites judiciaires. Mieux : des flics - bonnes sœurs photographient les manifestants, la mère supérieure apostrophe les infirmiers devant les malades, les leaders syndicaux sont des cibles de choix. Et on en passe...

Correspondant ■

• J.T. : ça repart

Les jeunes résidents de l'Association pour le logement des jeunes travailleurs (21 foyers à Paris) ont décidé en assemblée générale de bloquer le montant de leur loyer mensuel sur un CCP jusqu'à ce qu'un accord intervienne avec la direction de l'association. Ils refusent en effet l'augmentation de 80 F que leur impose celle-ci.

Déjà l'an dernier, les jeunes travailleurs, après un mois de lutte et l'occupation des locaux, avaient obtenu l'assouplissement du règlement ; pourtant, les jeunes travailleurs, qui ont entre 18 et 25 ans, ne peuvent encore recevoir qu'à certaines heures et doivent signaler les visites qui leur sont faites à l'administration !

Lorsqu'on sait que plus de la moitié des jeunes travailleurs ne touchent qu'un salaire d'environ 1.000 F et qu'il leur en coûtera 500 F désormais pour la chambre, le petit déjeuner et cinq repas par semaine, on comprend leur colère...

Certes, l'association ne fait que gérer les foyers construits par la SCIC, mais cet organisme — qui dépend de la Caisse des dépôts et consignations — est le plus grand promoteur de France ; c'est pourquoi, appelant à la solidarité des autres foyers et des jeunes travailleurs, les résidents ont tenu un meeting le 6 juin devant le siège de l'association.

• mineurs de Lorraine

Depuis le 14 mai, les mineurs de fer de Lorraine observent des arrêts de travail tous les jours. Certains — notamment les 200 travailleurs de la mine d'Anderny — appliquent les 5 × 6 depuis un mois et demi ; c'est-à-dire qu'ils font une grève de deux heures chaque jour.

De toute façon, depuis la mi-mai et pour les 32 mines de fer de la région, il ne se passe pas un poste de travail sans une grève de 2 à 4 heures.

Jeudi dernier, jour de la réunion paritaire, des arrêts de travail plus importants ont eu lieu et les grévistes se sont rendus, devant Assimilor pour soutenir leur délégation.

Les revendications des mineurs portent sur les salaires et la mensualisation, les conditions de travail, la reconduction de la retraite anticipée, les droits syndicaux et le maintien des avantages acquis.

Correspondant ■

de Debré en Gal

Les lycéens ont regagné les bahuts. Leur antimilitarisme ne fut-il qu'une poussée d'acné ? Est-ce avec le même semblant de résignation qu'ils vont se rendre aux casernes — comme on se rend à l'ennemi ? Quoi, les examens, l'incertitude de l'avenir auraient-ils suffi à désamorcer la provocation outrancière d'un Galley couvrant de mille fleurs un quarteron d'officiers ? Quoi, la mise au rencart d'un porte-entonnoir aurait-elle signifié la fin des hostilités ?

On ne peut évidemment le croire si l'on estime irréversible la prise de conscience d'une importante partie des jeunes quant à la chose militaire. Cependant, il en faudra bien plus encore pour que l'armée ne soit plus l'armée, c'est-à-dire, d'abord, un instrument d'oppression et de domination aux ordre des capitalistes. Ainsi, comme le montre cette double page, il faudrait en finir avec l'impérialisme français, notamment tel qu'il se perpétue dans les DOM-TOM. En finir aussi avec ces « crevures » *dont la perversion sadique, de la moindre caserne à Fort-Aiton, s'* « *épanouit* » *au contact des jeunes rebelles ou bien, plus ordinairement, se soulage en racisme dans les villes de garnison.*

● **DOM-TOM :**

la militarisation

Robert Galley, tout comme Hugues de l'Estoile font grand cas de la technique, militaire s'entend. Au nom de la défense nationale et du peuple français, « on » veut être présent tous azimuths. Le moindre coin de terre est utilisable, y compris les ex-colonies. Aussi le fonctionnement de l'impérialisme français dans les DOM-TOM au service du pouvoir UDR mérite-t-il une attention toute particulière.

DANS le Territoire français des Afars et des Issas, les forces militaires contrôlent les « cercles » de l'intérieur et jouent à plein leur rôle d'administration directe. A Tadjourah, le commandant de cercle, le capitaine Sainte-Beuve, est un fraudeur émérite. Nous l'avons cependant surpris, fin février, en flagrant délit de non-constitution, dans les délais et formes légales, des listes électorales pour les législatives de 1973.

Dans ce cercle, les cartes d'électeurs, sans mention d'adresse ni de profession, ont été remises aux chefs de tribus et aux présidents de bureaux de vote. Ceux-ci, le 4 mars, les ont comptées comme autant de voix pour le candidat du gouvernement, Iltireh, sans que les électeurs n'interviennent à un stade quelconque. Une mascarade pure et simple qui légitime la demande d'annulation présentée par la Ligue populaire africaine au Conseil constitutionnel.

Pourquoi donc cette farouche résolution des colonialistes à garder Djibouti française ? Il faut avoir traversé l'admirable rade de Tadjourah pour se rendre compte que, onze fois plus grande que celle d'Aden, elle peut jouer éventuellement le rôle d'un important mouillage pour environ 200 navires ! Cela peut susciter l'envie d'autres Etats, même impérialistes !

diviser pour régner

Il faut savoir aussi que le général Muller, commandant la place de Djibouti, parle l'arabe, le danakil (langue des Afars) et le somali. Marié à la fille de l'ancien directeur du chemin de fer Djibouti - Addis Abeba, il avait joué, dès 1954, un rôle important dans l'organisation de la division en ethnies, d'où devait sortir le « **monstre institutionnel** » du « T.F.A.I. ». Diviser pour régner, vieux slogan toujours à la mode.

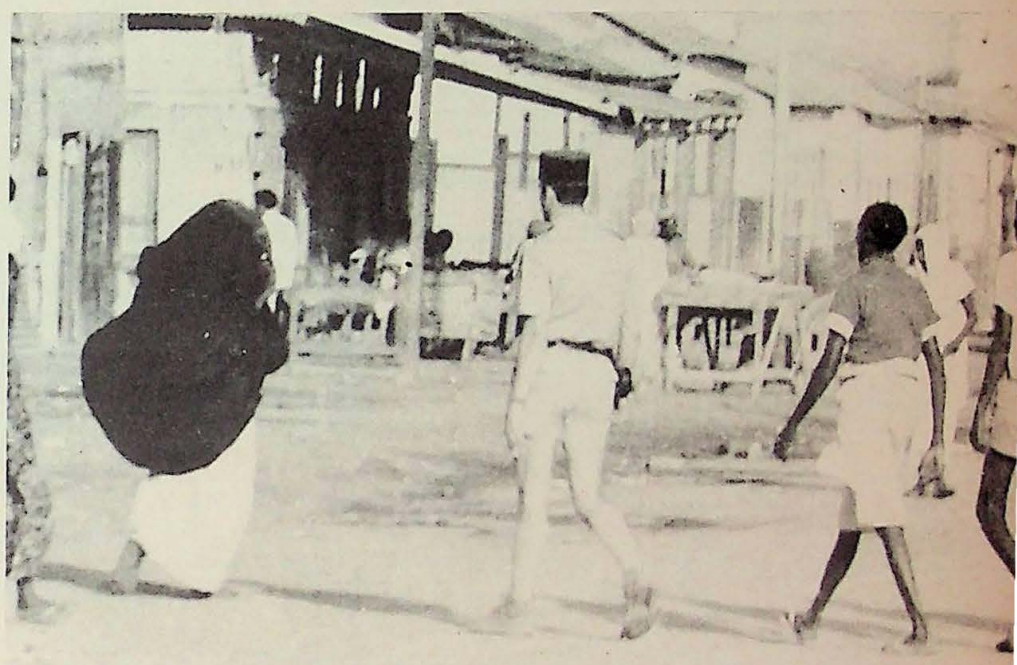
A Paris, la doctrine officielle semble n'avoir pas changé depuis l'article du capitaine Labrousse dans la **Revue de Défense nationale** où, du temps de la « **Côte française des Somalis** » on pouvait lire que « **Djibouti et Madagascar sont dans la Mer rouge et l'océan Indien, depuis notre repli d'Indochine les pivots de notre stratégie qui serait complètement démantelée par la perte de l'une de ces positions** ». Et s'il n'en reste qu'un, je serai celui-là !

Mais si, un beau jour, comme il en est question, l'« Organisation de l'Unité africaine », malgré Sélassié, s'en prenait au colonialisme français ?

En attendant, à Djibouti, comme dans d'autres DOM-TOM, militaires et membres des forces de l'ordre sont « inscrits », plutôt deux fois qu'une, et « **votent** » la plupart dans le sens désiré par le pouvoir en place. Ainsi ce dernier a-t-il à sa disposition une force électorale non négligeable pour renverser des résultats estimés « **dangereux** » et pour fabriquer des majorités fidèles.

Un exemple : dans la commune des Avirons (Ile de la Réunion), six gendarmes français figuraient encore sur les listes électorales en février 1973 alors que depuis près de dix ans ils avaient fait l'objet de multiples mutations. Le maire, Henri Fort, UDR, sait bien à quoi leurs cartes non distribuées servent le jour du scrutin.

Pour l'impérialisme français, le rôle intégrateur de l'armée (et de la police) du capital ne cesse jamais d'être à l'ordre du jour : des centres de formation sont organisés en métropole pour « **favoriser** » les jeunes ressortissants des DOM-TOM.



La présence française à Djibouti.

Début février 73, au Fort des Gravelles à Versailles, où se trouve l'un des centres de formation de la police française, on comptait 200 Réunionnais sur 400 stagiaires : est-ce un hasard si le pouvoir vise à renforcer l'appareil d'Etat bourgeois en armant des Réunionnais contre leur compatriotes ?

Cette fabrication de « **harkis** » sur mesure se réalise même sur place. L'école militaire préparatoire du Tampon, inaugurée le 1er octobre 1972 par Michel Debré pour « **orienter les jeunes Réunionnais vers diverses carrières militaires et techniques** » rassemble 300 à 350 « **enfants de troupe** » soigneusement sélectionnés et conditionnés. Cette école fonctionne grâce aux fonds détournés du **FASO,** c'est-à-dire grâce aux allocations familiales, déjà bien maigres, des travailleurs réunionnais. C'est sans doute « **le nouveau bond en avant** » promis par Debré pour les dix années à venir.

le projet OMEGA

Lorsque le mécontentement des masses grandit, on fait donner la troupe. Les années précédentes, brutalement comme lors de la répression sanglante à Djibouti en 1966-67. Cette année, par l'intimidation graduée.

Au moment où se préparait, à la Réunion, la grève consécutive à l'augmentation du prix du riz (voir T.S. 23 mai 1973), des manœuvres interarmes avaient lieu sur le thème de la lutte antiguérilla dans la plaine des Cafres. Dès la nuit du 8 au 9 avril, un commando de légionnaires débarquait sur les plages de Saint-Paul et « **attaquait** » la compagnie du 4e BIMA basée à Saint-Pierre. Durant ces opérations, les mercenaires de la Légion « **bousculaient** » des civils à Saint-Pierre et Saint-Paul. Pendant une semaine, la Légion, venue de Diégo-Suarez paradera en tenue léopard comme en pays conquis.

C'est alors qu'éclate « **une bombe à retardement** » (« Témoignages », le journal du PCR (Parti communiste réunionnais) et « Témoignage chrétien de la Réunion » lèvent le lièvre), cadeau empoisonné de l'ex-ministre et toujours député Debré à son île bien-aimée : le **projet OMEGA.** L'armée va accaparer 158 hectares de terre (dont 25 à 30 déjà cultivés) dans la plaine Chabrier, située sur la commune de Saint-Paul, en bordure immédiate de la route la plus fréquentée de l'île. On y construira, dans un but à la fois militaire et civil, une station de radioguidage essentiellement destinée aux sous-marins atomiques. C'est un projet franco-américain.

Ainsi Saint-Paul deviendra, avec cette implantation et sa précédente garnison, une solide base de remplacement pour le jour — proche — où les circonstances obligeront les militaires à abandonner Diégo-Suarez. La Réunion pourra enfin devenir la sentinelle avancée de l'impérialisme français dans l'océan Indien. Il est évident que, pour ce genre d'opération, une municipalité UDR à Saint-Paul est plus que nécessaire. Paul-Julius Bénard, le maire fraudeur No 1 de l'île, et suppléant du député Fontaine, le sait bien.

Qui connait l'archipel des Marquises ? Perdu dans le Pacifique, il fait partie de la Polynésie française. Dans l'Ile de Nuku-Hiva, îlot Eiao, il y aura bientôt un Mururoa bis.

C'est ce que révèlent, dans une lettre ouverte au ministre des Armées, trois courageux Néo-Calédoniens qui possèdent des terrains dans cette île, Jean-Claude Gobert, André Godard et Alain Houdan.

Ils écrivent notamment « **... Pour l'unique besoin de la défense nationale, les Marquisiens vont subir une transformation brutale de leur environ-**

ey

nement et de leur mode de vie qui risque de leur être fatal comme le fut voici trois siècles leur contact avec les premiers blancs. Nul doute que les travaux qui vont commencer pour l'aménagement du site entraînent quelques réalisations spectaculaires... mais ce semblant de développement économique ne risque-t-il pas d'apporter à la population nombre de maux, de désagréments comme ceux que connait Tahiti depuis l'implantation du Centre d'expérimentation du Pacifique... C'est pour ces motifs que nous dénonçons et sommes opposés au saccage d'Eiao et des îles voisines... ».

Ces trois citoyens vont-ils subir le même sort que Ch. Ching, Félix Tehenra, Roger Cahn, trois jeunes Tahitiens enfermés (y sont-ils encore ?) à la prison des Baumettes à Marseille, pour avoir, au printemps 72, protesté vigoureusement contre la campagne d'expériences nucléaires françaises dans le Pacifique en organisant une action directe contre une caserne afin d'exprimer leur refus de voir leur pays servir de cobaye ?

M. Pompidou ne sera sans doute pas condamné à la cour de la Haye pour ses explosions « **innofensives** » ! Australie et Nouvelle-Zélande en seront pour leurs frais d'huissier. Mais le peuple, un jour, explosera.

Jean CORDAT ■

● CASTRES

la mano en la mano...

C'EST pourtant vrai : à la suite de manœuvres militaires franco-espagnoles dans le Sidobre, une parade militaire avec défilé de chars est prévue à Castres pour le 8 Juin. Seront engagés au côté des troupes de Franco, des parachutistes du 9e R.C.P. de Toulouse et du 8e R.I.M.A. de Castres...

Déjà, par le passé, des manœuvres ont eu lieu sur le plateau de Lannemezan ; mais là, un degré de plus est franchi.

La section de Castres du P.S.U. a, sitôt la nouvelle connue, alerté la population dans un communiqué affirmant que « **la collusion Pompidou - Franco prend l'allure d'une véritable provocation** ». **Elle appelle à une riposte vigoureuse et unitaire : « La population castraise et parmi elle, la masse des réfugiés qui, il y a 35 ans, a fuit l'Espagne et la dictature issue du coup d'état militaire, ne saurait tolérer cette éclatante reconnaissance du régime franquiste ».**

La Section de Castres du P.S.U. ■

QUESTION ECRITE

Yves Le Foll, député, demande à M. le ministre d'Etat chargé de la Défense nationale quelle est la signification des manœuvres franco-espagnoles qui doivent se dérouler dans le Sidobre du 4 au 7 juin prochain et auxquelles doivent participer aux côtés d'un groupement de parachutistes espagnols le 9e RCP et le 8e RPIM.

Il voudrait savoir en particulier :

— en vertu de quels accords ces manœuvres communes ont été décidées.

— Quel sera le thème des manœuvres ?

— Quel ennemi la Ve République et le régime dirigé par le général Franco se préparent-ils à combattre ensemble ?

— Si ces manœuvres sont la contrepartie de ventes d'armes qui auraient pu être conclues avec le gouvernement espagnol.

Le gouvernement français a-t-il pris vis-à-vis des autorités espagnoles des engagements non publiés qui exigeraient la collaboration des troupes des deux pays ? Ces manœuvres ont-elles un lien quelconque avec le développement de la collaboration entre les polices française et espagnole que l'on a pu constater au cours des dernières années ? ■

● FORT-AITON :

« c'est pire qu'en prison... »

Dans son numéro du 28 mars dernier, TS publiait un premier témoignage de Michel Da Costa, jeune pâtissier des Ardennes, sur le régime du bagne militaire de Fort-Aiton qu'il avait enduré pendant six mois. Une version plus complète de ce témoignage — dont voici des extraits — vient d'être réalisée et publiée par des camarades de Michel qui se sont constitués en comité de soutien (1).

LES objectifs immédiats du comité sont de « **faire cesser toute pression sur Michel et sa famille et de forcer l'armée à payer ce qu'elle casse** ». Sur le premier point, il faut préciser que, le 14 mai, les parents de Michel ont été longuement « **cuisinés** » par des gendarmes prétendant agir au nom du parquet de Charleville sans pouvoir présenter le moindre papier justificatif.

En fait, par ces procédés d'intimidation, les autorités cherchent à étouffer l'affaire dans l'œuf et s'excitent d'autant plus qu'elles n'y parviennent pas : des photos, prises de l'intérieur de Fort-Aiton, commencent à circuler et, surtout, de nombreuses personnes se mobilisent sur ce cas.

Sur le second point, faire payer l'armée, il y faudra du souffle. Voici déjà l'addition que Michel présente à ses tortionnaires dont l'un d'eux, un gradé, a osé qualifier Fort-Aiton de « **colonie de vacances pour voyous** ». Michel est plus précis.

« PLUSIEURS dizaines de jeunes enfermés dans un vieux fort hu**mide, gardés par des sentinelles armées et par des chiens, creusant à longueur de journée dans la roche des tranchées inutiles et n'ayant pour loisirs que des sorties en montagne, « casse-pipes organisés » où on encorde les gradés et où on laisse traîner 7 heures les disciplinaires blessés avant de les amener à l'hôpital.**

« On a fait une tranchée de la hauteur d'une pioche dans la roche et au moins 80 cm de large et, en fin de compte, on a posé dedans un tuyau gros comme le goulot d'une canette. On a fait la tranchée sur au moins 3 km en montagne. On n'a jamais su à quoi ça servait exactement. On est tombé sur des souches d'arbres, il fallait y aller à la hache. Quand on travaillait, on était gardé : il y a une sentinelle, armée, pour deux gars. Quand j'y étais, on était trente disciplinaires, et il y avait plus de cent mecs pour nous garder. Plus de trois par disciplinaire.

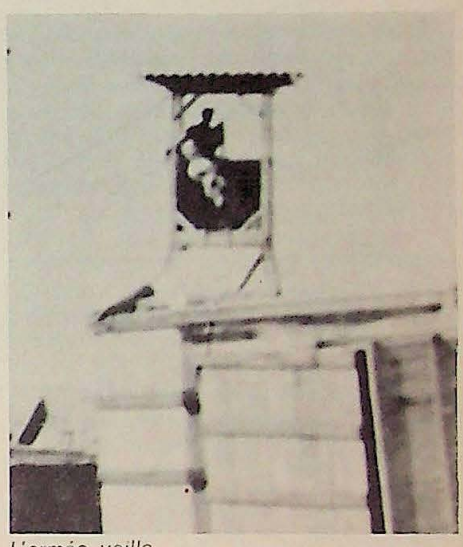
« Quand tu travailles, les crevures te regardent. Tu arrêtes de bosser quand ils le disent, mais quand tu es au boulot, tu peux pas poser ta pelle et t'arrêter pour discuter avec un autre. Si ils estiment que t'as pas fait assez de boulot dans la journée, le soir tu rentres, on t'appelle au bureau et puis tu as un motif, du genre « mauvaise volonté dans le travail ».

« Dans les punitions, tu n'as pas de tour de consigne, ça ne voudrait rien dire, tu n'as que les arrêts simples ou de rigueur. D'ailleurs, quand tu es normalement en chambre, tu es déjà aux arrêts simples. Pas droit au foyer, un transistor par chambre, pas de journaux. Dans les chambres, on peut mettre 20, 25 types. Il y a des fois où ils sont montés jusqu'à plus de 80 disciplinaires. Pendant le travail, les chiens ne sont pas là si c'est près d'Aiton, mais si on s'éloigne un peu les clébards sont avec nous. Au camp, au-dessus de Grenoble où on allait, t'es enfermé dans un baraquement, barreaux aux fenêtres, c'est entouré de barbelés et de chiens qui tournent autour. Ils mettent une barre de fer à la porte, tu as les barreaux, les chiens et les barbelés.

« A Aiton, tous les déplacements se font toujours en courant ; chargé ou pas, tu cours. La bouffe est dégueulasse, mais surtout, tu ne manges pas assez pour l'effort que tu fais. Comme tu ne peux pas aller au foyer, il faut cantiner comme en prison pour s'acheter à manger, et si t'as pas de ronds, tu crèves de faim.

« C'est rare que les mecs soient attaqués par les chiens parce qu'ils savent que s'ils se barrent, y'a un clébard de 50 kg qui leur fonce dessus rien qu'à la vue du béret. Les appelés, ils avaient le béret noir, ils se pointaient, t'entendais pas de chien, mais nous, avec les bérets blancs, t'aurais vu le bordel qu'ils faisaient là-dedans.

« Le jour de ma libération, j'étais libéré à 10 heures du matin ; à 8 heures, ils me faisaient encore ramasser des papiers dans la cour : « Vous êtes là pour travailler, c'est vous qui faites le boulot. » T'as des appelés qui étaient encore plus crevures que les crevures, t'étais la bonne. Il fallait même aller laver la chambre des cabots-chefs. Quand il restait du pinard, on allait leur avaler le soir. Mais t'avais des fumiers qui versaient les fonds de pinard dans leur assiette et qui le balançaient pour que tu ne puisses pas l'avaler.



L'armée veille...

« Le ski, c'était pareil. Ils nous emmenaient tout en haut des pistes, celui qui descend pas, 30 jours dans la gueule. Et c'était récréatif ! Les loisirs ! Alors, tu descends. La piste était raide, ils nous faisaient monter à la plus dure et on n'avait jamais fait de ski. Alors, sur les pistes, on carambolait je ne sais combien de personnes.

« Il y a eu énormément de casse. Un gars s'est cassé en haut de la plus grande descente qu'on avait. Il a fallu le temps pour qu'ils appellent les secours. Ils ont monté un traineau, on l'a mis, ils l'ont bandé. Il y a des civils qui ont voulu s'en mêler et le soigner. Les crevures ont dégagé les civils : « Allez, dégagez, vous n'avez rien à faire. On est militaires. » On l'a ramené en camion le soir, pour un accident en début d'après-midi. Il a bien dû rester 7 heures ou 7 heures et demie avec les pattes cassées, il hurlait à la mort rien que de bouger.

« C'est pire qu'en prison. En prison, t'es un homme. Là-haut, t'es qu'un pauvre con, un numéro, c'est tout. T'as perdu toute dignité, t'es rien. Pour eux, t'est un branleur, un pauvre type, t'es rien. Combien de fois ils m'ont insulté comme ça ! Pour mes dents (2), ils devaient me donner un menu spécial : « C'est pas des branleurs comme toi qui vont nous emmerder. » Ça, c'était courant. En plus, tu vois les autres, tu vois les appelés, le soir quand il faisait beau, jouer au ballon dans la cour. Toi, tu étais derrière les grilles à les regarder jouer. Quand ils fêtaient la quille dans le réf', t'entendais les autres chanter zéro ; eh oui, zéro, mais toi... »

Michel DA COSTA. ■

(1) 19, rue Martin-Coupaye, 03170 Fumay.

(2) Entre autres mauvais traitements, Michel a eu les dents cassées à coups de crosse par un gradé. Ses plaies infectées n'ont été soignées qu'au bout de 4 mois. Et ses dents jamais remplacées.

● *pourquoi j'ai déserté...*

JE vais vous faire ce témoignage, non pas pour que vous vous apitoyez sur mon sort, mais pour vous montrer par quel moyen le pouvoir se procure des engagés.

Je suis d'un niveau social extrêmement bas, né d'une famille de 10 enfants. Mon père est ouvrier dans une laiterie. Nous habitons dans une seule pièce, le père, la mère et les 10 enfants ; le sol est en terre battue.

A l'âge de 15 ans et demi, j'étais en classe de 3e. Mon père m'a dit, et je le comprends, que lorsque j'aurais eu mon BEPC, je devrais quitter l'école, faute de moyens financiers. Un retraité de l'armée, et ils étaient nombreux dans mon petit village de Bretagne, m'a conseillé d'aller dans une école militaire. J'aurais pu, soi-disant, y continuer mes études et y apprendre un métier.

Voyant que c'était la seule solution qui s'offrait à moi, le 3 mars 1969 je me suis retrouvé à l'Ecole des apprentis mécaniciens de la flotte à St-Mandrier, à côté de Toulon. On y faisait bien de la mécanique, mais des études, point. A ce moment, je n'y faisais pas trop attention ; j'étais jeune, ce qui fait que le jour de mes 16 ans, j'ai, avec l'accord de mes parents, signé un engagement de 7 ans.

Je me suis retrouvé, le 5 octobre 1970, au centre d'instruction des troupes marines. Je ne vous parlerai pas de mon séjour à Fréjus, car je n'avais pas encore les yeux ouverts. Mais le 16 juin 1971, je suis parti au Tchad.

Il ne m'a pas fallu longtemps pour ouvrir les yeux et être écœuré par l'attitude du pouvoir en vigueur là-bas et des militaires français. Une politique qui vise à l'extermination pure et simple d'une race. C'est franchement écœurant.

J'ai quitté le Tchad le 24 juin 1972. J'ai été en permission jusqu'au 13 août 1972. J'ai fait alors une demande de résiliation de contrat qui m'a été refusée. J'ai donc déserté une première fois du 24-12-72 au 10-01-73. J'ai été repris ; on m'a foutu en prison. J'en suis ressorti le 15 janvier. Le soir même, je repartais. J'étais repris le lendemain matin. Evidemment, je retournai en prison.

Là, on me convoque devant un commandant qui m'interroge sur les motifs de mon refus. Je lui raconte tout : mon exaspération, ma lassitude de voir tout cet endoctrinement. Ce qui fait que je me suis retrouvé en prison. Le 25 février, je sors de prison car mon régiment part au Larzac (pour les élections). Le 28 février je déserte.

Depuis ce jour-là, je cours la France ; je rencontre des amis qui veulent bien m'aider. Mais combien de temps cela va-t-il durer ? Et quand je serai repris, que se passera-t-il ? Je serai enfermé sans aucune possibilité de me faire connaître. Il y en a tellement dans les prisons militaires. Aidez-les. ■

la Corse voit rouge...

Depuis avril 72, la société italienne Montedison déverse ses saloperies au large du Cap Corse : 3.000 tonnes d'acide sulfurique et autres poisons par jour. On a déjà trouvé dans le sillage des boues rouges 7 cétacés morts, la peau complètement cuite. Et tout ça pour fabriquer du blanc de titane à blanchir les frigidaires...

Le 17 février dernier, le sous-préfet de Bastia subissait quelques avaries à la suite d'une manifestation et de grossières provocations policières. Deux membres du Comité anti-pollution (1) étaient emprisonnés. La Corse répondait par la première grève générale écologique du monde. Un département en lutte ? Non, une nation.

Depuis, les représentants des comités ont pu enfin rencontrer les différents experts, et la population a pu recevoir une information, encore incomplète, sur les résultats des enquêtes officielles. Par ailleurs, à la Préfecture, le « Gouverneur » sait qu'il aura toujours assez de flics dans ses caves pour rassurer les derniers inquiets. A moins qu'il y ait trop d'inquiets...

Car la Corse en colère a posé, et posera de nombreux problèmes au pouvoir. Elle en pose également à bien d'autres parce qu'elle aborde le problème de la pollution, relativement nouveau pour beaucoup de monde, du moins comme terrain de lutte, et qu'elle l'aborde violemment.

3000 tonnes par jour

L'alerte au danger des boues rouges a été donnée par la mort de 7 cétacés en six mois dans un rayon de 100 km autour de la zone d'immersion de Montedison, les déchets — de l'ordre de 3.000 par jour — contiennent, d'après des analyses d'enseignants corses, du mercure, du vanadium (poison pour le système nerveux), chrome (mortel à 0,30 g pour un adulte), du cadmium (un des métaux les plus toxiques).

La pollution menace donc non seulement l'activité des pêcheurs mais aussi des habitants de l'ile et des riverains de la Méditerranée.

Le gouvernement s'est contenté de nommer des experts. Pourquoi pas des médecins-légistes ? ■

Les premiers surpris ont été les états-majors traditionnels : en pleine campagne électorale, la Corse se mettait en grève générale, à l'appel des seuls comités anti-pollution ; les syndicats et organisations de gauche (PSU et CFDT exceptés) avaient clairement annoncé la couleur : c'est le programme commun qui résoudra les problèmes de la pollution, donc ne comptez pas sur nous jusqu'aux élections. Ainsi la pollution, c'est-à-dire finalement la menace directe de notre existence, était plus mobilisatrice que les élections, renvoyées à leur folklore traditionnel. Le vrai problème avait d'ailleurs échappé aux candidats, pas à la population. (cf analyse de **Politique Hebdo** du 8 mars 73).

poujaderies

Les mouvements régionalistes ont été moins désemparés : tant bien que mal, on expliquait avec juste raison que, si la colère avait pris une telle ampleur, c'est que la rancœur était grande chez les Corses face à l'Etat colonisateur, qui répondait une fois de plus aux problèmes par l'envoi de C.R.S. Il a même été plusieurs fois entendu dans les assemblées de comités, que les problèmes de pollution, entre autres, ne pouvaient être posés et résolus que par les Corses eux-mêmes. L'autogestion était dans l'air, l'autonomie dans pas mal de

bouches et quelques tracts. L'affaire des boues rouges a suscité un débat salutaire à l'intérieur de l'A.R.C. et du F.R.C. (2) elle leur a donné raison sur le point que c'est bien une collectivité nationale qui a mené la lutte. Peut-être ces mouvements ont-ils eu le tort de dissocier parfois le problème « national » du problème pollution : c'est en fait leur pays que les Corses construisent en luttant contre les boues rouges.

Si le problème de la domination économique, du clanisme, du chômage, en somme de la colonisation, n'échappe qu'à peu de Corses en période **« calme »**, il est très significatif que tous ces problèmes soient fréquemment abordés au sein des comités anti-pollution.

Le débat sur la pollution ainsi inséré dans le problème global de la Corse, il était évident que les comités ne pouvaient pas tomber dans les pièges grossiers comme la lutte contre les papiers gras et autres poujaderies, qui ont tenté de les entraîner dans un débat d'experts scientifiques ; les boues sont-elles réellement dangereuses ? Pourquoi ? et si on construisait un épurateur ? ou un filtre ? ou si on déplaçait le lieu des déversements un peu plus à l'écart ? (juste avant les élections...) etc. Dès le début de la campagne, il s'est agi de faire arrêter les déversements, et de discuter après au prix d'arrêter la production de peinture. Jamais les comités n'ont voulu entrer dans les négociations pour « améliorer le sort » des déchets. C'est dire que les officiels, qui invitaient les Corses à ramasser d'abord, pour donner l'exemple, leurs papiers et leurs carcasses de voitures (qui font mauvaise impression sur les touristes) ont eu peu de succès.

Car la carcasse de voiture c'est comme les boues rouges : peut-être ne fallait-il pas la fabriquer. Alors, plus de peinture blanche ? Oui. Plus de bagnoles ? pourquoi pas ? (3)

Vous voulez une industrialisation, et vous voulez en plus qu'elle ne soit pas polluante ? Vous êtes exigeants ! », disait en substance le député de gauche N. Alfonsi pendant sa campagne (il avait pourtant l'air de s'intéresser aux boues rouges, même après son élection, mais depuis, on ne l'entend plus beaucoup. Oh, Nicolas, c'est pas encore réglé, tu peux encore passer au comité...)

Eh bien justement, depuis les boues rouges, on commence à dire : pas de pollution d'abord, tant pis pour l'industrialisation. Et les Corses redécouvrent la chance d'un pays sans usines, qu'il faudrait maintenant préserver des agressions internes et externes, ce qui signifie bien sûr repenser toute l'économie : c'est-à-dire d'abord, la contrôler...

Et, dès lors qu'on se met à raisonner à l'endroit, on va très loin, et on réalise qu'il n'y a pas que les boues rouges : c'est dans tous les secteurs que l'économie, et pas seulement l'industrie, choisit d'abord de produire, profit et production : et il s'agit parfois de ne pas hésiter à refuser les deux !

à la remorque ?

Dans l'immobilier, où les promoteurs font de scandaleuses affaires en pillant les sites naturels (voir l'affaire du Stade Jean Lluis (4), de l'île de Cavallo 5)...), et en chassant les bergers des pâturages.

Dans l'agriculture, où l'on détruit à petit feu le sol de la côte orientale, à coup d'engrais chimiques pour y faire du mauvais vin à haut rendement.

Dans l'industrie, où les chercheurs d'amiante n'ont pas perdu courage, où les atomistes qui s'étaient fait reconduire au bateau par la population rêvent de retour, et où certains font déjà les plans de forages pétroliers.

Refuser tout cela c'est, ont dit certains, refuser le progrès, le niveau de vie, accepter le chômage, se vouer à être la région à « la remorque ». En fait, refuser le pillage des matières premières que sont les sites naturels et le sol pour en faire du tourisme de riches et du vin de coupage, (au profit de quelques capitalistes, d'accord, mais surtout d'une économie de production et d'échange, et donc d'une économie polluante au sens large), c'est le premier pas anticolonialiste.

Que faire de nos sites, du sol de la Corse, de la mer qui l'entoure. Arrêter de les démolir, on en est là. Ça ira forcément plus loin.

Section d'Ajaccio. ■

● Pour les renseignements scientifiques et autres (chronologie, revue de presse, recueil de tracts...) on peut demander le dossier édité par le comité d'Ajaccio ; envoyer 10 F à : Comité Anti-Pollutions, 4, rue de la Barrière, 20-Ajaccio.

(1) Les comités anti-pollution (Ajaccio, Bastia, Sartène, Corte, Marseille, etc.) sont très informels. A Ajaccio il s'est créé pratiquement spontanément (à l'appel surtout de « U Falcu », le club nature d'un lycée) on se réunit pratiquement toutes les semaines ; tout le monde peut venir, tous les présents discutent et décident.

(2) Action régionaliste corse et front régionaliste corse.

(3) C'est plutôt une question. Soulevée au comité, elle a suscité un débat de fond à la section, débat qui n'est évidemment pas tranché ; problème du progrès, de la croissance, etc.

(4) Au milieu d'un quartier d'H.L.M., tous les gosses et les sportifs amateurs venaient y jouer. Acheté au prix d'un joli micmac pour y construire de nouvelles tours...

(5) Petite île au large de Bonifacio achetée par Castel pour faire un centre de loisirs super-luxueux.

EN BREF

● **H.L.M.** : le 22 mai a eu lieu dans tout le pays une grève générale des personnels des offices publics d'H.L.M. (cf. **T.S.** du 16 mai 1973) pour protester contre le projet de privatisation des O.P.H.L.M. qui menace les personnels dans leur statut mais plus probablement qui menace la (maigre) politique de logement social. Un meeting intersyndical C.G.T.-C.F.D.T. a réuni plus de 1.000 personnes à la Bourse du Travail avant de s'achever devant le ministère de l'Equipement (bd Saint-Germain) pour empêcher la mainmise capitaliste sur le logement H.L.M.

● **G.A.M.** : les groupes d'action municipale ont tenu à Grenoble les 19 et 20 mai leur 8e rencontre nationale, où ils ont étudié la perspective des prochaines élections cantonales. Ils se proposent de favoriser des candidatures et des campagnes unitaires **« des organisations qui militent pour le socialisme et l'autogestion »**. Le soutien des G.A.M. dit la résolution finale, **« sera subordonné à une pratique militante active sur le terrain du cadre de vie ou de l'entreprise »** pour que les candidats prennent l'engagement de servir de point d'appui aux luttes et la diffusion de l'information à laquelle le conseiller général a accès.

● **Z.A.C.** : 150 à 200 personnes ont assisté, lundi 14 mai, à la séance publique du conseil municipal de **Châtenay-Malabry** (92) où devait être voté un projet de Z.A.C., surtout composé de logement de luxe, d'immeubles de bureaux et d'un centre commercial. Cette présence massive et résolue a permis de repousser à plus tard le vote du projet et obtenir le principe d'une réunion d'information où les habitants pourraient exprimer leur avis. Le lundi suivant, 200 personnes également — en partie les mêmes — ont participé à une réunion où elles ont envisagé les moyens d'empêcher le saccage du bois de Verrières par l'autoroute de rocade A 86. Une manifestation est prévue le dimanche 3. Ces différentes actions de contrôle sur le cadre de vie ont divisé le P.S. local, entre certains militants de base engagés dans la lutte, et une partie des conseillers municipaux et le maire (alliés à des centristes - U.D.R.) qui favorisent le **« zaccage »** capitaliste des espaces verts de la commune. ■

● POMPIDOU-NIXON :

un nouveau pas vers l'atlantisme

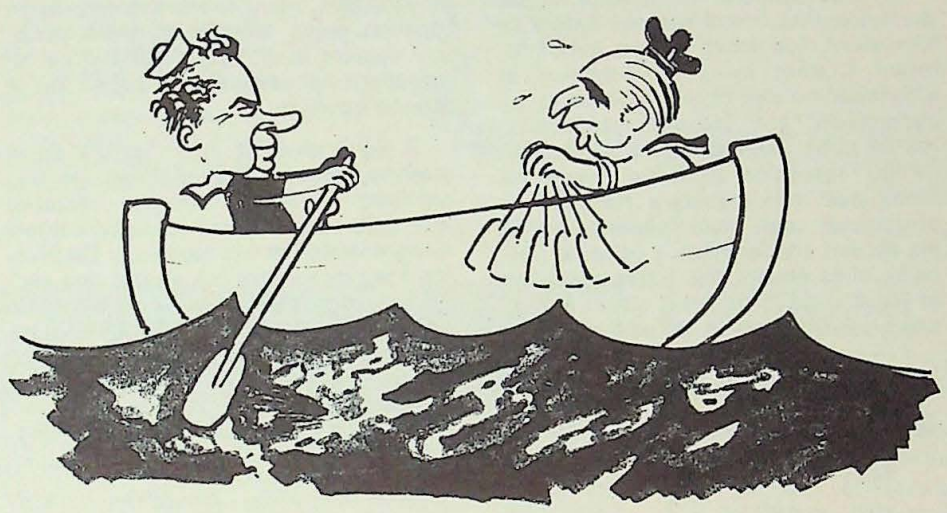
Comme l'a dit Pompidou lui-même, les résultats de sa rencontre avec Nixon ne seront pas ressentis immédiatement mais dans l'avenir. Le rendez-vous des deux présidents n'a en effet donné lieu a aucun résultat concret et il est difficile dans ces conditions d'en tirer des leçons nouvelles. Quelques tendances méritent néanmoins d'être soulignées.

A n'en pas douter, la ligne de la politique étrangère française penche de plus en plus vers l'atlantisme. Le général de Gaulle était parvenu à faire quelques pas en dehors de l'orbite américaine ; le retrait de la France de l'organisation militaire de l'OTAN, son intransigeance monétaire, la reconnaissance officielle de la Chine populaire alors que la guerre froide s'éteignait à peine, sont là pour en témoigner. Bien évidemment, cette politique dite **d'indépendance nationale,** n'avait guère les moyens de ses fins puisqu'elle se déroulait dans le cadre d'une France solidement attachée aux chaines du développement de type capitaliste, par-delà le mythe de la participation.

Confirmant de multiples autres indices, la rencontre Pompidou-Nixon donne à penser que l'indépendance gaullienne a vécu, et ce, au moins sur trois points : les affaires militaires, l'Europe et la question monétaire.

De Gaulle avait mis l'armée américaine à la porte. Les Français s'en souviennent, car cet épisode leur rappelait les moments de son histoire où leur pays parlait fort. Si elle n'avait que des conséquences fort limitées au strict plan de la défense militaire, cette décision avait contribué à donner à la France une voix écoutée auprès de nombreux pays, en particulier dans le Tiers Monde.

Certes, on peut critiquer la manière dont ce capital de sympathie a été dilapidé, mais on ne peut nier qu'il existait et qu'il se renouvellerait si notre Gouvernement le voulait. Or, il ne le veut pas. Question de tempérament personnel ? Pas du tout. Sous de Gaulle, la concurrence entre les pays capitalistes n'était pas telle que la France puisse ne penser qu'à elle. Au contraire, le général était l'homme d'une situation où l'économie ne commandait pas encore totalement à la politique. Voilà que les choses ont changé. La concurrence inter-capitaliste est de plus en plus vive et il n'est guère question d'avoir l'esprit ailleurs qu'au développement industriel. Car, chacun le sait, pour battre le meilleur de la classe, il faut d'abord être bien intégré à la classe, avoir la mentalité de l'école.



La mentalité d'aujourd'hui, c'est la croissance à tout prix ; plus question de **« grand dessein »,** de vision historique sur la place de la France dans le monde. C'est dans le cadre de cette politique de renoncement que s'inscrit le pressant appel de Pompidou à Nixon pour que pas un soldat américain ne quitte le sol européen. Selon le président Pompidou, la préservation des **« valeurs occidentales »** est à ce prix.

La politique de renoncement progresse également sur le plan de l'Europe. Pompidou a lourdement insisté sur le fait qu'il n'était pas en Islande le représentant de l'Europe. S'il fallait une preuve supplémentaire que l'Europe capitaliste n'existe pas, la voici. Face à l'impérialisme américain, de Gaulle opposait des mythes du XIXe siècle ; Pompidou n'oppose rien : il laisse s'étendre en France le pouvoir des firmes multinationales et négocie seul, c'est-à-dire les mains vides, avec les Etats-Unis. Une fois de plus, la démonstration est faite que fondamentalement, le capitalisme est un, d'un côté à l'autre de l'Atlantique, et qu'au niveau de l'Europe, seul un pouvoir politique de nature socialiste peut avoir la volonté de s'opposer aux visées américaines.

la voix monétaire s'est tue

Enfin, sur le plan monétaire, la ferme solitude gaullienne disparait également. Lors de la dernière conférence monétaire internationale, la France avait abandonné ses vieux principes monétaires pour se rallier au point de vue allemand sans pour autant que la moindre garantie soit prise face à la toute-puissance du dollar. De nouveau, en Islande, la voix monétaire française s'est tue. Il ne s'agit pas, certes, de pleurer sur cette théorie française de l'étalon-or, désuète et inapplicable. Mais il faut constater que là encore seul le silence, c'est-à-dire le ralliement à l'atlantisme, a pris la succession.

Rarement le Gouvernement français aura été le commis aussi fidèle des intérêts du capitalisme apatride. Paradoxalement, la division du monde en deux blocs, issue de Yalta, permet à la France une politique d'indépendance en toute sécurité : on n'imagine pas les Etats-Unis intervenant militairement pour ramener notre pays dans leur orbite ; mais il est également impensable que les Soviétiques soient tentés par une aventure similaire, la France étant par définition historique dans la sphère d'influence américaine. Pour amorcer une politique de **« neutralité active »,** il suffit donc de le vouloir. Mais le régime Pompidou ne le veut pas, car le patronat n'en a que faire.

Jacques GALLUS ■

● TCHÉCOSLOVAQUIE :

la famille Sabata

Il y aura bientôt cinq ans que les troupes soviétiques envahissaient la Tchécoslovaquie. Il y aura bientôt un an qu'une famille entière de communistes tchèques était jetée en prison...

LE père, Jaroslav Sabata, ancien ouvrier devenu professeur de théorie marxiste-léniniste à l'Université de Brno, était un de ces dirigeants que s'étaient donnés librement les communistes tchécoslovaques en 1968. Elu au Comité Central, il avait été l'un des tout premiers à refuser l'occupation, rejetant avec Kriegel, les **« accords »** extorqués à la fin d'Août 1968 à un Dubcek amené à Moscou, menottes aux mains. Il a été condamné à 6 ans et demi de prison pour diffusion de tracts appelant à boycotter les élections de novembre 1972 (1), de journaux clandestins tel **« Listy »** et de traductions dactylographiées d'articles de l'**« Unita »,** de **« Rinascita »** et de l'**« Humanité »** !

Pour des délits analogues, ses enfants ont été également condamnés : Jan à deux ans et demi, Vaclov à deux ans, sa fille Hana, âgée de vingt ans, à trois ans et demi fermes. Tous ont été jugés pour des délits d'opinion.

Ils ont été poursuivis au titre de l'article du code visant **« la subversion de la République »** alors que le Président du Tribunal Wolff, a déclaré avant de lire le verdict : **« Ni le Tribunal dans son ensemble, ni un seul de ses membres personnellement, n'ont abouti à l'opinion que les condamnés sont des ennemis du socialisme ».**

La femme de Sabata, mère des trois jeunes détenus, a écrit une **« lettre ouverte à tous les partis communistes et ouvriers »** (2). Seuls les P.C. australien, britannique et italien y ont fait écho.

Quant à nous, au P.S.U., nous avons décidé de participer massivement à la campagne Sabata organisée par le **Comité du 5 Janvier** pour la libération de tous les emprisonnés et le retrait des troupes occupantes. Y participent les 3.000 signataires de l'appel du Comité du 5 Janvier et de nombreuses organisations de gauche et d'extrême-gauche (3).

A l'heure où l'organe du P.C. tchécoslovaque normalisé parle de nous en expliquant que le P.S.U. est l'organisation des **« jeunes gaullistes »** (authentique !) qu'il sache que, pour nous, l'occupation de Prague n'est pas, comme pour Michel Debré, **« un simple accident de parcours ».**

Claude VANCOUR ■

(1) Celles qui ont donné 99,8 % des voix aux candidats soviétiques... Encore bravo !

(2) Texte de cette lettre (50 centimes), signatures et versements de soutien à **Comité du 5 janvier,** 7, rue Victor-Hugo, 92700 Colombes, C.C.P. 1178-22 Paris.

(3) Affiches et tracts rue Borromée. Brochure **« Tchécoslovaquie-Répression » :** 4 F à la librairie de « TS ».

EN BREF

● GRANDE-BRETAGNE : **Les fiançailles de la princesse Anne sont venues à temps pour éclipser le scandale causé par les révélations accusant deux des principaux responsables de la Défense britannique, Lord Lampton et Lord Jellicoe de fréquenter des prostituées. Outre le poids traditionnel de l'idéologie puritaine, les réactions ont été d'autant plus indignées que les conditions de l'emploi et le coût de la vie sont particulièrement dures en ce moment pour les travailleurs britanniques.**

● AFRIQUE DU SUD : **Six hommes sont menacés de mort par le régime fasciste de Prétoria, tombant sous le coup de la loi anti-terroriste de 1967 qui permet de condamner « toute action qui aurait pu avoir pour résultat de gêner l'administration des affaires de l'Etat ». Le principal accusé, Alexandre Moumbaris, entré en Afrique du Sud comme simple touriste, se voit reprocher d'avoir pris en auto-stop des Noirs qui préparaient soit-disant un « complot communiste ». Le véritable but de cette parodie de justice est de justifier l'aggravation de la répression contre les récentes grèves des Africains surexploités et à la veille des élections législatives, d'accentuer le climat de peur et de haine qui permettra d'obtenir un vote favorable à la ligne la plus ultra sur la question de l'apartheid.**

● PEROU : **Une série de grèves a paralysé récemment le sud du pays, en signe de solidarité notamment avec la lutte des mineurs de Cuajone commencée en décembre 1972 et celle des mineurs de Toquepala qui ont fait une grève générale de 18 jours en mars dernier. Des affrontements d'une extrême violence se sont soldés par des dizaines de blessés et de nombreuses arrestations. Plus récemment encore, des dirigeants syndicaux et une délégation étudiante (retour du Chili où elle avait participé au congrès des étudiants latino-américains) ont été arrêtés. La C.F.D.T., pour sa part, a fait connaître sa solidarité avec les travailleurs de Perulac (filiale de Nestlé) en grève et veut populariser en France leurs revendications.** ■

mettre à bas la dictature

- interview de révolutionnaires brésiliens

Alors que le régime brésilien est sans doute le plus policier de tous ceux que l'Histoire ait connus, la presse bourgeoise ne tarit pas d'éloges sur le « miracle économique » du Brésil. Elle tente ainsi d'accréditer l'image d'un pays moderne dont le taux d'expansion serait le seul critère de jugement. La misère indicible des bidonvilles, l'usage systématique de la torture policière sont allègrement sacrifiés sur l'autel du capitalisme.

Recueillie par Daniel Lenègre, l'interview qui suit permet à un groupe de militants révolutionnaires brésiliens, de faire une brèche dans le complot du silence.

● **Le gouvernement brésilien donne l'impression de ne même pas vouloir laisser subsister un minimum de façade démocratique. Qu'en est-il exactement ?**

— Le président de la République lui-même, le général Médici, a déclaré le 31 mars dernier que la construction d'un régime démocratique exige trois étapes : celle de la création de richesses, celle de la distribution de celles-ci et, en conséquence, celle de la libéralisation du régime. Selon lui, le Brésil se trouve dans la première étape.

Les militaires comptent maintenir le Brésil dans cette étape pendant longtemps. Cette déclaration, dans la bouche du porte-parole le plus autorisé de la dictature, montre bien à quel point certaines apparences démocratiques constituent une farce : ainsi l'existence d'un « **parlement** » ou de lois qui « **garantissent** » le droit des citoyens à côté des décrets arbitraires (les « **Actes institutionnels** ») qui les suppriment. Le caractère dictatorial du Gouvernement brésilien devient chaque jour plus évident.

● **Quelle stratégie de lutte adoptez-vous contre le régime ?**

— Notre position concernant la lutte de notre peuple est bien claire. Nous ne croyons pas que l'on puisse être révolutionnaire à partir de mensonges. La dictature brésilienne possède un contenu de classe précis. Elle a obtenu d'indéniables succès dans sa politique. Aussi, seule l'union de toutes les forces sociales qui s'opposent aux intérêts représentés par la dictature peut mener à la victoire de notre peuple.

La première constatation est que le groupe au pouvoir ne cèdera celui-ci que par la force ; mais il est tout aussi important de constater que la force capable de le vaincre ne verra le jour que par la création d'un front politique qui unisse tous les secteurs opposés à la dictature. Pour cela, il est nécessaire que les formes de lutte, dans chaque secteur, à chaque moment, soient déterminées par la relation de forces existantes. De plus, pendant toute la période de préparation et de réalisation de notre révolution, les diverses formes de lutte doivent se subordonner à celles de la classe ouvrière qui est l'unique classe capable d'articuler ce front politique.

● **Et la lutte armée ?**

— Nous pensons que la lutte armée qui a surgi au Brésil n'a pas aidé à la formation d'un front unique antidictatorial. A notre avis, elle constitue la manifestation des révoltes de secteurs appartenant aux classes intermédiaires de notre société contre la brutalité de la répression policière. Nous ne nions pas leur caractère combatif et courageux, mais nous pensons qu'elles étaient condamnées à échouer parce qu'elles étaient des luttes partielles et isolées du large front social nécessaire pour obtenir la victoire.

● **Alors, quelles autres prespectives dégagez-vous de cet « échec » ?**

— A notre avis, l'actuelle étape de la lutte de notre peuple est celle de la mobilisation de vastes couches sociales (ouvriers, paysans, intellectuels, étudiants) qui subissent la dictature sans être politiquement organisés et qui, malheureusement, n'ont souvent pas encore acquis une conscience politique claire de la nature de la domination à laquelle ils sont soumis.

La lutte de notre peuple passe par un moment difficile et décisif. C'est à partir du niveau de conscience de chaque groupe que l'on doit faire avancer son organisation, sa combativité et son unité. Pour nous, dans ce processus, de nombreux secteurs doivent être activés et d'autres freinés dans leur ardeur révolutionnaire. Nous n'acceptons pas le simplisme de comparer un mouvement révolutionnaire à une guerre, mais l'un comme l'autre exigent une stratégie globale, des tactiques compatibles avec cette stratégie et l'existence d'un commandement cohérent. Nous pensons que notre responsabilité est de contribuer à élever le niveau des luttes de notre peuple dans ces perspectives.

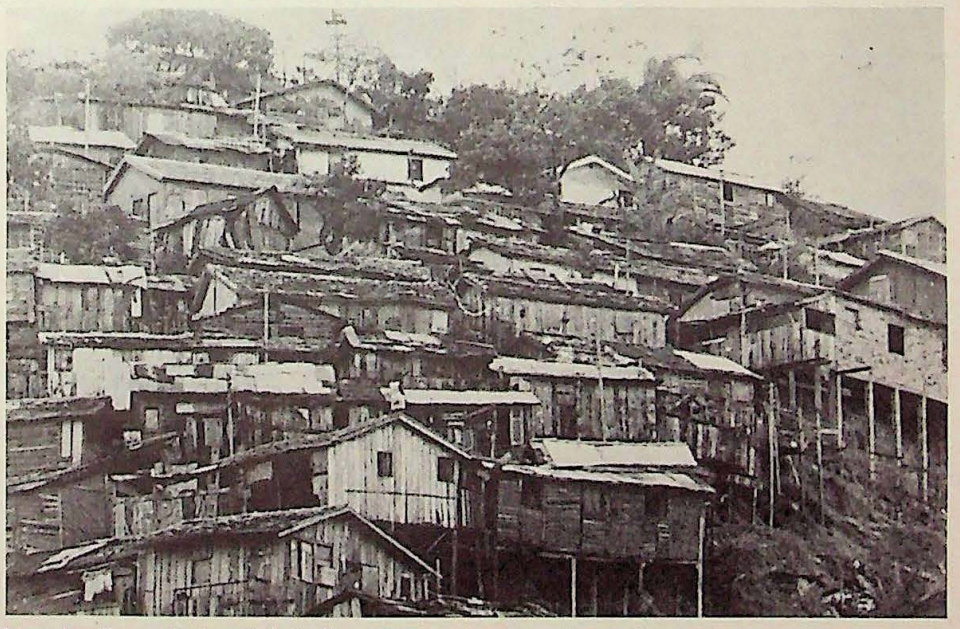
● **Comment voyez-vous le problème de l'« avant-garde révolutionnaire » et du travail dans la classe ouvrière ?**

— Dans la réponse à la question sur la stratégie, nous avons exprimé notre opinion selon laquelle le front social qui vaincra la dictature militaire se regroupera nécessairement autour de la classe ouvrière.

A notre avis, ce front inclura aussi comme forces fondamentales les travailleurs ruraux, l'immense majorité des salariés urbains, les intellectuels progressistes et les étudiants. De plus, ce front devra être rejoint par des secteurs alliés qui, dans la relation de forces existant au Brésil sont indispensables à la victoire : parmi eux citons seulement, comme exemple, le clergé progressiste et des secteurs des forces armées qui peuvent se sentir mobilisés par les luttes de notre peuple.

Pour nous, le caractère d'avant-garde de ce front social est déterminé par sa propre nature et par son ampleur. La variété des forces sociales intéressées par la révolution obligera la construction d'un front politique révolutionnaire dans lequel partis, groupes et organisations qui expriment des intérêts spécifiques de classe ou de secteurs de classe se regrouperont. Nous récusons la nécessité d'une organisation monolithique capable de diriger seule des forces aussi hétérogènes.

Nous croyons que c'est au cours du propre processus de la lutte de notre peuple, dans la mesure où les différents secteurs s'organiseront, que les actuels partis, organisations et mouvements se consolideront ou disparaîtront selon leur capacité ou non d'adopter une ligne politique correcte. Pour nous, le processus de création d'un front unique est lié au travail et aux luttes quotidiennes menées par notre peuple.



Un « favellas » (bidonville) de Rio : regrouper autour de la classe ouvrière ceux qui luttent contre la dictature.

● **Comment concevez-vous ce « front unique » ?**

— Nous n'avons donc aucune exclusive contre qui que ce soit. Le travail consiste à regrouper des forces autour des formes pratiques de lutte adoptées aux divers moments du processus révolutionnaire. Nous récusons toutefois l'idée d'un front dans lequel chaque secteur social ou chaque organisation politique adopterait les formes de lutte qui leur paraîtraient les meilleures. Nous pensons que la propre dureté de la dictature écrasera malheureusement ceux qui n'auront pas eu la patience de subordonner leur enthousiasme révolutionnaire à l'avance graduelle de l'ensemble des forces intéressées à la révolution.

● **Qu'attendez-vous des partis socialistes et des forces de gauche en Europe pour le développement et le soutien de votre lutte ?**

— La lutte du peuple brésilien n'est, à nos yeux, qu'une parcelle de la lutte des peuples du monde entier contre la domination impérialiste. Pour nous, la solidarité entre les forces progressistes et socialistes du monde entier n'a pas un caractère épisodique ni circonstanciel. Elle a une dimension stratégique.

Mais, étant donné la dureté qui marque la lutte de notre peuple, même tel ou tel aspect plus circonstanciel de cette solidarité devient important. Des militants révolutionnaires brésiliens, par exemple, ont eu la vie sauve en raison de la solidarité internationale qui s'est manifestée.

Ce qui est pour nous fondamental est de savoir que, dans la mesure où progresse la solidarité entre les opprimés, il devient plus aisé de vaincre les oppresseurs. La nécessité de cette solidarité peut facilement être comprise par les travailleurs français et brésiliens qui sont exploités par les mêmes entreprises multinationales. Mais à notre avis, cette solidarité ne peut courir le risque de se situer seulement à un niveau socio-économique (syndical par exemple). Elle doit atteindre le niveau politique. Nous ne sommes pas seulement exploités, nous sommes aussi dominés par les mêmes agents impérialistes.

● **L'attitude du Gouvernement français est une attitude de collaboration ouverte avec le régime et spécialement la police brésilienne. Avez-vous quelque chose à dire à ce sujet ?**

— Les exemples de cette collaboration sont connus. Mais il nous paraît important de souligner que la vigueur des forces démocratiques françaises a obtenu historiquement que la France se transforme en un pays d'asile, permettant ainsi qu'un grand nombre de militants brésiliens puissent y trouver refuge.

■

SECTEUR SANTÉ :

les élèves-infirmières dans la rue

Malgré leur inexpérience, leur dispersion dans 21 écoles, malgré l'absence d'organisation représentative existante, les élèves infirmières se sont retrouvées plus d'un millier pour manifester du Châtelet à l'Avenue Victoria, siège de l'Assistance Publique de Paris. C'était pour beaucoup d'entre elles leur première manifestation mais ce mouvement a été mûri dans beaucoup d'écoles par la désignation de délégués élus et révocables et la constitution d'un comité inter-écoles. C'est donc en prenant conscience de leur situation et en prenant en main leurs propres affaires qu'elles sont arrivées à mener cette action.

CAR pour leur formation pratique, elles sont obligées, à cause du manque de personnel et du manque de monitrices, de faire des tâches sans avoir personne pour les encadrer. Vous avez tous rencontré une « **petite bleue** » qui vide des bassins et porte des feuilles d'examen à longueur de journée. Mais vous n'avez peut-être jamais pensé que dans quelques mois, elles auront seules la responsabilité d'une salle.

D'autre part, les élèves sont liées par contrat à l'Assistance Publique et on leur donne pour rémunérer leur travail et pour vivre 300 F. par mois. On est loin du S.M.I.C. et encore plus loin des 1.000 F. minimum que le gouvernement prétend donner bientôt.

Enfin, on les encaserne dans des foyers où elles n'ont généralement pas le droit de recevoir ni coups de téléphone, ni visites et doivent en règle générale être rentrées à 21 heures. Dans les services, elles sont adultes puisque l'administration n'hésite pas à leur confier les malades. Mais le reste du temps, la même administration les traite en gamines, leur refusant toute autonomie de décision. C'est pourquoi elles réclament : pas de contrat sans salaire, une formation réelle par l'embauche, de professeurs et de monitrices, l'embauche de personnel dans les hôpitaux pour qu'elles puissent y apprendre leur métier, des logements et pas de casernes. C'est sur ce thème que jeudi 24 mai, 2.000 d'entre elles sont redescendues dans la rue pour exiger de l'Assistance Publique une réponse précise à leurs revendications. Une lettre a été envoyée au ministère de tutelle pour obtenir un rendez-vous dans un délai de 8 jours. A défaut de réponse, les élèves envisageront peut-être une grève à l'occasion de leurs stages de juillet et d'août.

Comité inter-école des élèves-infirmières de l'A.P. ■

● Tours :

« la santé, ça n'a pas de prix »

En grève depuis le 10 mai, le personnel de l'hôpital de Tours a décidé le 1er juin de reprendre le travail et de continuer l'action par d'autres moyens.

« La santé, ça n'a pas de prix... Arrêtons le massacre. » C'est en ces termes que le tract diffusé par les grévistes appelait la population tourangelle à dénoncer la politique « de prestige », de « gaspillage » et de « faveurs au privé » menée par la direction au détriment de la santé des malades et ce en défiant les règles les plus élémentaires de l'hygiène.

En dépit de la suspension de la grève les revendications du personnel sont maintenues : amélioration des conditions de travail, augmentation des effectifs (il manque 300 personnes dans le personnel soignant alors qu'il y a pléthore de directeurs), titularisation des auxiliaires.

Soutenu activement par la C.F.D.T. et, pour la C.G.T. uniquement par la section de l'hôpital, le mouvement a été combattu par l'union locale et départementale de la C.G.T., et par le P.C.

Mais cela n'a pas empêché la manifestation organisée mercredi 30 mai par le comité de soutien (C.F.D.T., P.S.U., P.S., Ligue, L.O., comité de grève, etc.) d'être un succès : quatre à cinq cents personnes ont défilé malgré la pluie et les départs en week-end.

Correspondant ■

● Albertville :

contrôle populaire

Une importante opération de contrôle populaire sur les problèmes de l'hôpital et sur ceux de l'hospice de personnes âgées s'est mise en place dernièrement à Albertville. Il faut dire que la sécurité ne pouvait plus être considérée comme assurée, et les pouvoirs publics ne s'émeuvent que si l'opinion les talonne.

Une lettre ouverte a été adressée aux autorités de tutelle, et distribuée à la population sous forme de tract.

Outre les réalisations immédiatement possibles (mise en concours d'un second poste de chirurgien, création d'un pavillon pour grands malades dans le futur foyer-résidence pour les personnes âgées), nous pensons amener toutes les organisations actives à un travail commun, et surtout à une réflexion commune. Dès qu'on parle « santé », on voit la menace d'une concentration des moyens, et d'une privatisation progressive. Le tout dans la ligne d'intérêts bien définis.

Peut-être sera-t-il possible aussi d'aller plus loin dans l'analyse ; n'est-ce pas la société qui est malade, et ne pourrait-on pas faire de la véritable prévention ? Mais ceci est une autre histoire.

Correspondant ■

● Ménilmontant :

56 grévistes de la faim

Depuis le 16 mai, 56 travailleurs immigrés font la grève de la faim dans la crypte de l'église N.D. de la Croix de Menilmontant (Paris 20e) afin d'obtenir pour tous les travailleurs immigrés : la carte de travail dès l'embauche ; l'abrogation de la circulaire Fontanet - Marcellin ; le droit d'expression et d'association.

Les grévistes de la faim à la fête de Colombes.

LA circulaire Fontanet-Marcellin est sortie au mois d'octobre. Depuis, ses effets se font sentir sur les travailleurs immigrés sans qu'aucune réaction efficace des organisations syndicales et politiques ait vu le jour. Les travailleurs immigrés ont donc organisé leur propre lutte avec des travailleurs français regroupés dans des comités de défense. Cela a certes permis des victoires ponctuelles mais ne remettant pas directement en question l'application de la circulaire.

Selon celle-ci tout immigré doit désormais arriver en France avec un contrat de travail de durée limitée (1 an). Pour obtenir ce contrat, le travailleur doit présenter un certificat de logement du patron (qui quelquefois fournit le logement). La durée de la carte de séjour est la même que celle du contrat de travail.

Autrement dit, le travailleur immigré est livré pieds et poings liés pour un an au patron qui obtient sa soumission absolue par le contrat de travail. Il ne peut donc participer aux combats de ses camarades français.

Et les travailleurs qui sont en France depuis des années, comment régulariser leur situation ? En faisant établir des contrats de travail par leur patron. Malheureusement ceux-ci refusent le plus souvent ! Et s'ils acceptent, il faut un avis favorable du ministère du Travail, qui a des ordres de priorité, et du ministère de l'Intérieur qui peut émettre « un refus de séjour » et classer le dossier « sans suite ».

Le but de l'opération est de liquider tous les immigrés qui, en France depuis quelque temps, ont appris le français, ont compris le rôle qu'on voulait leur faire jouer et commencent à lutter. Ils seront remplacés par de la main-d'œuvre recrutée directement dans le pays d'origine pour un temps limité.

C'est pourquoi les grévistes de Ménilmontant ne restent pas passifs : ils vont aux portes des usines (Chausson, Citroën, Renault, Margoline où leur passage a déclenché une grève victorieuse), sur les marchés, dans les quartiers.

Les habitants du quartier ont répondu à leur appel : distribution de tracts, collages d'affiches, transport de grévistes, visites aux 8 grévistes hospitalisés, soutien financier, réunions d'immeuble autour d'un film vidéo. De plus, 28 travailleurs du quartier (dont 2 camarades du PSU) ont, par solidarité, entrepris une grève de la faim limitée dans le temps. Une assemblée générale du comité de soutien a regroupé 300 personnes dimanche 3 juin. Elle a décidé une manifestation de Stalingrad à Ménilmontant pour le jeudi 7 à 18 heures, avec le soutien des organisations de gauche.

20e section du PSU de Paris ■

source de devises

Les patrons, les gouvernements l'ont compris ! Il est remarquable qu'on ne parle que des travailleurs « clandestins », des travailleurs « sans papiers ». Et ceux qui les exploitent ? Ceux qui les payent 500 F par mois ? Sans Sécurité sociale, sans déclaration ! En parle-t-on ?

Il est remarquable que Citroën recrute sur place en Turquie, au Maroc, ou ailleurs, et refuse 8 travailleurs sur 10 proposés par l'agence nationale de l'emploi ! Il ne faut pas oublier la complicité des gouvernements des pays d'origine. Les émigrés sont une source appréciée de devises. Les Algériens en France rapportent autant de devises à l'Algérie que le pétrole... De plus, l'émigration est une soupape de sûreté contre le chômage interne et permet d'éviter, pour un temps, les réformes de structure. En revanche, un séjour prolongé à l'étranger permet une prise de conscience et le travailleur de retour au pays risque de ramener des « idées malsaines ». Plus le séjour sera court, plus la rotation des travailleurs sera rapide, plus les gouvernements seront tranquilles !

● Sécu : l'enterrement?

Dix-neuvième jour de grève, mardi 5 juin. Et pas de perspective. Pourtant, l'ensemble des Caisses d'Assurance Sociale est touché depuis une semaine. La résistance des grévistes, une relative neutralité des non-grévistes auraient sans doute pu aboutir à un meilleur résultat.

MAIS la confusion est grande et l'unité des syndicats très variable. Les délégations aux ministères, les lettres, tout cela semble ne servir à rien. Des formes nouvelles de lutte sont aujourd'hui indispensables à la Sécurité si l'efficacité veut être trouvée. Ni intersyndicale dynamique, ni comité de grève : les travailleurs ne peuvent pas prendre en main collectivement cette grève qui risque dès lors de pourrir.

Tout s'organise au petit bonheur la chance, en attendant que la direction des Caisses (UNCASS), c'est-à-dire le patronat, plus la CGC et la CFTC, veuille bien lâcher quelque chose ! C'est la misère, quoi. Et il faut vraiment en avoir « ras le bol » pour continuer dans ces conditions.

Pendant ce temps, les dossiers, déjà nombreux en instance avant la grève, s'accumulent. Une campagne est menée par la presse bourgeoise (de **France-Soir** à **l'Aurore**, en passant par **le Parisien libéré**) pour pleurer une larme de crocodile sur le sort des bénéficiaires qui attendent leur argent. Il semble probant que le gouvernement et le patronat n'estiment pas nécessaire une grande campagne de dénigrement des grévistes. Ils se disent que la lassitude aura bientôt raison d'une partie d'entre eux auxquels on n'offre aucune perspective de lutte pouvant faire évoluer le rapport des forces en leur faveur.

Pour ceux qui s'obstineront (les gauchistes, en somme !), les directions syndicales feront le nécessaire. Après Renault, Peugeot, la Sécurité sociale ? S'il n'y avait que ces exemples, il y aurait toutes les raisons de douter des capacités des syndicats à conduire des luttes, comme ils en revendiquent avec force une certaine exclusivité ces temps-ci.

L'échec à la Sécurité sociale serait tout aussi lourd que chez les métallos. Il permettrait au patronat de prendre la direction des opérations et de pousser plus avant ses projets d'OPA sur tout ce qui touche le salaire différé, c'est-à-dire les prestations sociales de toute nature. ■

LIP

Le conflit s'installe chez Lip à Besançon et les travailleurs ne semblent pas prêts à céder. Une bataille serrée est engagée contre les licenciements et pour obtenir une garantie de l'emploi.

Depuis la descente sur Paris de 500 travailleurs de Lip, le 29 mai, l'affaire prend des dimensions nationales.

« T.S. » publiera la semaine prochaine un article sur le conflit en s'attachant en particulier au problème de la restructuration capitaliste de l'horlogerie à l'échelle européenne.

• Caterpillar (Grenoble) :

contre un patron de combat

Depuis le 25 avril, une grande partie du personnel ouvrier des usines de Grenoble et d'Echirolles est en grève illimitée. Quelques semaines auparavant, des actions avaient démarré dans différentes équipes.

Les travailleurs, dès le départ du mouvement, ont mis l'accent sur les conditions de travail : le travail au rendement (boni) qui représente jusqu'à 25 % du salaire. Avec les cadences, le travail à la chaine, répétitif et monotone, a été remis en cause.

Après de nombreux débrayages, le mouvement s'est étendu et actuellement 1.000 travailleurs, sur 1.600 que compte l'usine, sont en grève illimitée. Ils ont précisé leurs revendications :

- suppression du travail au rendement et intégration du boni dans le salaire, refusé jusqu'alors aux OS et OP1.
- 200 F d'augmentation pour tous, et révision des classifications.
- La mensualisation intégrale pour tous.
- Le 13e mois uniforme pour tous.
- Une demi-heure de repas payée pour les équipes de jour.

La direction de Caterpillar a multiplié les provocations : le directeur des relations industrielles a même été jusqu'à foncer sur le piquet de grève avec son véhicule ! La direction fait procéder en permanence à un constat d'huissier... Elle menace de prendre des sanctions contre les militants et les travailleurs en grève.

Elle bafoue les libertés syndicales refusant à tous les délégués en grève l'entrée dans l'entreprise.

Cette direction de combat est bien connue à Grenoble. Déjà en septembre 70, à la suite d'un conflit (dont TS avait rendu compte), cinq travailleurs avaient été licenciés — deux délégués syndicaux et trois militants politiques.

La direction refuse toute négociation et choisit de parler aux travailleurs le langage de la répression.

manifestations

Le 25 mai, à l'appel du comité de grève intersyndical, les travailleurs de Caterpillar manifestent dans les rues de la ville. La CGT demande la dislocation de la manifestation, place Championnet. Le comité de grève et la CFDT poursuivent la manifestation et vont jusqu'au « **Dauphiné Libéré** » pour exiger la publication d'informations plus complètes sur le conflit.

Elargir le soutien à Caterpillar.

La direction du journal accepte de recevoir les représentants des grévistes. Pendant ce temps les forces de l'ordre chargent les manifestants groupés devant le journal, alors que tout se passait dans le calme. Des travailleurs de Caterpillar et des militants CFDT ont été frappés sauvagement. Quelques-uns (et parmi eux le secrétaire adjoint du syndicat des métaux) ont été embarqués par la police puis relâchés après vérification d'identité.

Dans un communiqué de presse, la CGT a dénoncé la CFDT pour s'être associée aux groupes « gauchistes » et avoir entrainé les grévistes à prolonger la manifestation jusqu'au « **Dauphiné Libéré** ».

Le 29 mai les unions départementales, métaux, CFDT, CGT de l'Isère, soutenues par les organisations politiques PC, PS et PSU, ont appelé la population grenobloise à une manifestation de soutien aux travailleurs de Caterpillar en lutte. Cette manifestation a rassemblé 2.500 personnes dans les rues de la ville.

solidarité

Des comités de soutien se sont constitués dans les quartiers pour apporter une aide matérielle aux grévistes mais aussi un appui politique.

Le conseil municipal de Grenoble, dans un communiqué, assure les grévistes de sa solidarité et leur fournit une aide matérielle : 5 F par journée de grève pour chaque gréviste, auxquels s'ajoutent 5 F au cas où le conjoint ne travaille pas et 2,50 F pour toute personne à charge.

Les municipalités communistes de la périphérie grenobloise ont préféré la formule d'une subvention aux organisations syndicales...

un conflit difficile

Les travailleurs se réunissent fréquemment en assemblée générale.

Un comité de grève a été constitué avec les responsables de la section syndicale CFDT. La forme d'action « grève illimitée » n'a pas rencontré au début l'accord de la CGT (majoritaire aux élections professionnelles dans l'entreprise) qui a pris ensuite le train en marche.

Le rôle du comité de grève reste trop limité. Si la CGT, comme souvent, empêche le débat qui pourrait permettre aux travailleurs de déterminer démocratiquement la conduite de la lutte, il n'y a par ailleurs aucune force capable de prendre l'initiative. La CFDT, assez faible dans l'entreprise, n'a pas actuellement la force pour constituer un tel pôle. Ce sont donc différents groupes politiques qui lancent l'action, sans réelle discussion et sans contrôle des travailleurs sur celle-ci.

La réaction des membres du comité de grève est souvent : « **Nous, on n'est pas capables de décider** ». Cela revient à une substitution des responsabilités dans la conduite de l'action au bénéfice des groupes politiques.

La difficulté majeure est qu'il n'y a pas de discussion collective sur la conduite de la lutte, ni volonté de s'organiser collectivement pour faire des propositions d'action à l'assemblée générale des travailleurs.

Correspondant ■

• Margoline (Nanterre) :

un exemple contagieux

Le lundi 21 mai, 76 travailleurs immigrés de chez Margoline, à Nanterre, se sont mis en grève pour de meilleures conditions de travail. L'après-midi, les 32 travailleurs de l'annexe de Gennevilliers (dont 12 femmes) décidaient de soutenir la lutte.

Pour la plupart d'entre eux : pas de cartes de travail et donc pas de cartes de séjour ; pas de bulletins de paie ni de déclaration à la Sécurité Sociale ; leur passeport entre les mains du patron.

Pour certains : 35 F par jour pour 12 h ; heures supplémentaires non payées ; travail le dimanche et les jours fériés ; pas de douches en état de marche ni de réfectoire ; travail rythmé au sifflet par trois contremaitres « musclés », etc.

La solidarité se développe avec des initiatives du Comité de défense des travailleurs immigrés et de l'union locale CFDT. Une entrevue est mise sur pied le mardi pour le mercredi, avec l'inspection du travail. La direction promet que les cartes (travail et séjour) seront rapidement obtenues. On discute aussi pendant la journée des conditions de travail.

Le mardi soir, la plate-forme des revendications est adoptée par l'ensemble des grévistes, les représentants acceptent cette plate-forme, la signature devant intervenir le mercredi à 7 h au retour d'Italie du patron. Sous réserve de cette signature, les grévistes votent la reprise du travail.

Mais, le mercredi matin, la direction change d'avis. Elle fait appel à la police pour l'évacuation de l'entreprise. 24 grévistes sont arrêtés et emmenés au commissariat. Dans l'après-midi, tout le monde est libéré alors que les protestations se multiplient. La négociation reprend alors, en présence de l'inspection du travail, puis débouche sur un accord. Reste à savoir si les clauses en seront respectées par la direction.

Correspondant. ■

• écrit avec la révolte

Je salue la personne qui lira cette lettre.
Je m'appelle Gérard, j'ai 20 ans et suis un militant CFDT.
Mes camarades et moi travaillons à l'usine OREGA à Genlis, « petite ville située à 15 km de Dijon en Côte-d'Or ».
Nous sommes en grève depuis le mercredi 23 mai 1973 pour les raisons qui suivent :
L'usine : 1.200 travailleurs, est composée à 80 % par des femmes toutes très jeunes (moyenne d'âge, 23 ans environ).
Ces femmes qui travaillent à un rendement INHUMAIN *(je dis bien inhumain) sont honteusement exploitées car elles gagnent envron 900 F par mois pour 43 heures et demie par semaine.*
Nous demandons donc un salaire plus élevé pour un rendement plus acceptable. Nous voulons aussi la réintégration du militant CFDT Guy Barbier, honteusement licencié.
En effet, Guy a été fichu à la porte sous prétexte que le travail manquait. Depuis qu'il est parti, ses camarades font des heures supplémentaires pour arriver à faire le travail de cet ouvrier.
Je vous écris pour vous demander s'il vous serait possible de faire passer un article sur votre journal pour donner confiance et moral aux grévistes en majorité féminins.
En effet, depuis que l'usine existe (10 ans environ), personne n'avait osé se révolter contre cette exploitation abusive par le patronat. L'usine ne s'était même pas arrêtée en mai 1968 car nous n'étions pas syndiqués.
Le syndicat est né au mois de mars dernier.
Je vous remercie d'avance.

GERARD ■

• Calvados :

cinq morts

Vendredi 17 mai, 15 heures, 5 ouvriers portugais ont été écrasés sous des tonnes de béton. Le chantier ne s'est pas arrêté mais comment expliquer que les délégués syndicaux, membres de l'Office professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics n'aient pu accéder au chantier ?

Déjà, le 2 mai, au même endroit une grue s'abattait sur une maison voisine. Dans le Calvados, 12 morts - dont 9 immigrés - en 12 mois dans le bâtiment et les travaux publics. Quand on sait que ces chantiers sont obtenus par adjudication donc au prix le plus bas, on comprend alors la politique des salaires de misère, le sous-équipement en techniciens, la précarité des mesures de sécurité et enfin le choix des immigrés, que l'on ira chercher, s'il le faut, directement au Maroc ou en Turquie.

Les condoléances émues d'un ministre du travail ne peuvent que paraitre odieuses et grotesques, venant d'un tenant même de cette société qui pour le profit tue les esclaves modernes que sont les travailleurs étrangers.

Un comité de soutien aux familles s'est constitué à l'appel du G.A.M. d'Hérouville et une manifestation unitaire, le mercredi soir, à Caen, a rassemblé un millier de personnes.

Correspondant ■

● A Quentin (Seine-St-Denis), chez Brunelle, entreprise de manutention ferroviaire qui emploie exclusivement des immigrés, 179 Africains, Nord-Africains, et Portugais sont en grève totale depuis le 24 mai. Ils revendiquent une hausse de salaires et de meilleures conditions de travail.

• Fougères :

élargir l'action

Depuis le 14 mai, les travailleurs de l'usine Gaillard & Mignot occupent l'usine de Fougères. Bricard, « Patron » de 7 entreprises, méprise les travailleurs. Ses occupations financières sont tellement importantes qu'il n'a pas le temps, paraît-il, de négocier avec les salariés. Ses P.-D.G. observent la même attitude, qui ne date pas d'aujourd'hui. Par le passé, d'autres conflits ont eut lieu et les travailleurs furent confrontés au même refus de négociations.

LES revendications des travailleurs sont d'autant plus justifiées que les mauvaises conditions de travail et les bas salaires de cette entreprise sont révoltants : 3,22 F de l'heure !

11 mai : les délégués du personnel CFDT rencontrent Bricard avec l'intention de négocier. Le patron se contente d'accorder 0,05 F d'augmentation.

14 mai : l'ensemble des travailleurs, outré par une telle décision, décide à l'unanimité la grève générale avec occupation de l'usine.

17 mai : les militants de la section PSU décident de faire un collage d'affiches et proposent la mise en place d'un comité de soutien aux grévistes.

18 mai : manifestation, contacts avec l'inspection du travail, délégation à la sous-préfecture.

23 mai : manifestation, intervention près de la municipalité pour demander le soutien financier aux familles. Les délégués CFDT sont cités devant le tribunal de grande instance mais ne se présentent pas.

25 mai : formation du comité de soutien. Y adhèrent : CFDT, CGT, PSU, PS, PC, Ligue Communiste, et autres organisations. La section PSU organise un déplacement pour la fête PSU à Paris avec des travailleurs en grève.

28 mai : l'huissier signifie le jugement du tribunal condamnant les délégués CFDT et ordonnant l'évacuation des locaux de l'usine.

Le comité de soutien décide de diffuser un tract (20.000 exemplaires), de collecter dans l'entreprise, au congrès CFDT, aux fêtes, cinémas, sorties des messes, etc., et demande le soutien des six autres entreprises du groupe.

premier bilan

D'autre part, deux galas de soutien sont organisés et des contacts sont pris avec les paysans pour le ravitaillement.

Un premier bilan **fait ressortir plusieurs points positifs qui permettent de poursuivre l'occupation de l'usine. Mais l'action reste trop limitée à l'entreprise. Elle a cependant permis jusqu'à présent de montrer au grand jour les responsabilités du pouvoir et de son représentant UDR Cointat, député-maire, ancien ministre, qui refuse d'apporter une aide aux familles des travailleurs en grève.**

Correspondant ■

• Soutien financier : Gérard Sorin, Banque de Bretagne, compte n° 6-249-12156 (« pour le comité de soutien aux travailleurs de chez Gaillard et Mignot »).

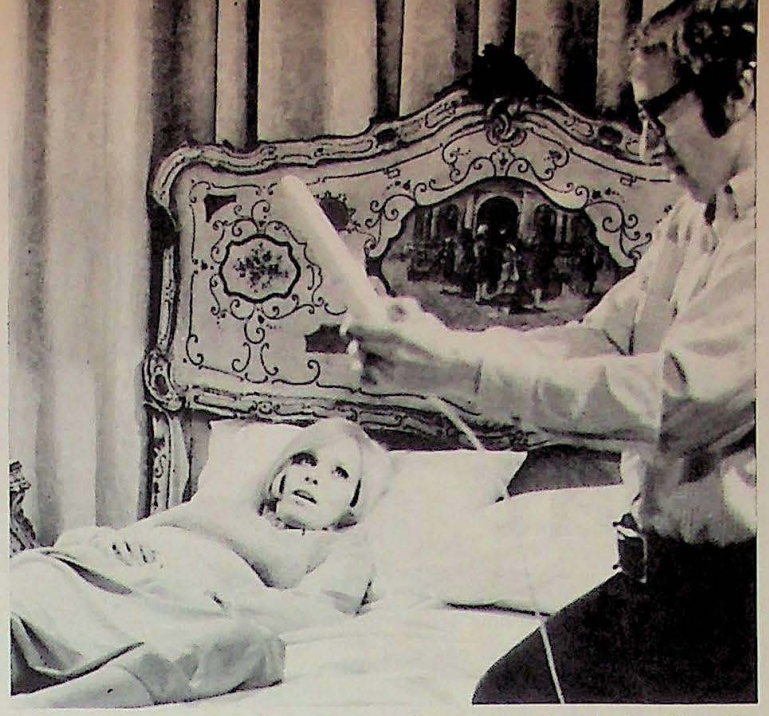
cinéma

la fable du spermatozoïde

● TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE..., film de Woody Allen.

Bananas avait permis de découvrir Woody Allen: désopilant, héritier à la fois des Marx Brothers et de Buster Keaton, il semblait avoir donné un second souffle au comique américain. Du coup, on alla chercher dans les fonds de tiroir, **Prends l'oseille et tire-toi** qui dormait depuis plusieurs années sans distributeur. C'était plus amer, moins dynamique dans sa façon de sauter du gag-à-l'âne que son second film.

Avec **Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le sexe... sans jamais oser le demander,** d'après le best-seller du Dr. David Reuben, il verse dans un genre dangereux : le comique de mode. En une série de six sketches, qui vont du Moyen Age à la science-fiction, il répond à des questions pour dictionnaire médical dans un style qui hésite entre le cours d'éducation sexuelle à l'usage des élèves du Couvent des Oiseaux et la fourniture de fétiches en plastiques gonflable pour solitaires du dimanche soir.



Quelques bon gags — notamment la copulation vue par le spermatozoïde — ne remplacent ni un scénario, ni la volonté de dire quelque chose. Dans sa volonté de démythifier la sexualité, de faire de la vulgarisation sans tomber dans le vulgaire, le film ne parvient guère qu'à sexualiser une mystification...

T.M. ■

OUVREZ LES YEUX SUR LA TELE

Jeudi 7 - 1re ch. : 20 h 35 : « Antoine et Antoinette ». **A travers l'histoire d'un billet de loterie, une peinture de la vie quotidienne. Un des meilleurs films de l'après-guerre (1947) et de Jacques Becker.**

3e ch. 20 h 30 « 52 » : **Israël, les 25 ans à venir ; « Femmes en colère » : le M.L.F. à Vincennes et un groupe de femmes à Saint-Chamond.**

21 h 25 : **Magazines régionaux : Alsace, Lorraine, Nord et Picardie : industries, emplois, tourisme. Mais une heure c'est peu pour faire un bilan sérieux.**

Vend. 8 - 1re ch. 21 h 25 : **Télé italienne : « I bambini e noi », Naples, ses rues et ses enfants vus par la caméra de Luigi Commencini (réalisateur de Pinocchio).**

Sam. 9 - 3e ch. 21 h 25 : **« Guerre ou paix en Méditerranée », un panorama de la situation depuis 1942. Que pense l'homme de la rue de la présence des Américains et Russes en Méditerranée ?**

en feuilletant la télé

enfants tristes

● **Les hippies aux « Dossiers de l'écran » (29 mai - 2e chaine).**

APRES un mauvais film, un débat assez décevant. Les questions posées par les téléspectateurs ont surtout montré un certain racisme anti-jeunes. Une demoiselle Groseille, acide comme il se doit, n'a pas apporté de réponse convaincante par son défi, tout verbal, qu'elle ne mit d'ailleurs pas à exécution (à la belle époque, on était plus spontané !). Très gentiment, ensuite, elle a participé à la discussion de salon qu'elle avait voulu fustiger par son coup d'éclat. Michel Lancelot et le Dr Bensoussan essayèrent d'expliquer le mouvement hippy et de défendre la liberté de ces marginaux. Mais leurs voix furent couvertes par un ridicule joueur de guitare chantant : « Je veux redevenir petit bébé » !

Pour comprendre les raisons profondes du mouvement hippy, il a fallu attendre l'émission du mercredi 30 mai (1re chaine, magazine « 73 » : « Professeurs élèves, un examen de conscience »). Nous avons rencontré des étudiants de classes de terminale du lycée expérimental Henri-Martin de Saint-Quentin. Tourmentés, mécontents de l'enseignement donné, soucieux de leur avenir : « Nous sommes en conflit avec la société, faut-il la changer ou nous ? ». Un professeur parlant de ses élèves dit : « Autour de nous, on ne voit que détresse, désarroi, désordre ; si on y réfléchit, c'est absolument tragique ».

Ces « enfants tristes », mal dans leur peau, dans une société qu'ils réprouvent, ne montrent-ils pas ce qui a créé le mouvement hippy ? Une différence toutefois : alors que ces derniers veulent vivre en dehors de cette société qu'ils méprisent, les lycéens se préoccupent de trouver des remèdes et montrent déjà dans ce domaine, une grande clairvoyance.

Françoise CLAIRE ■

presse

rendez-vous rue Réaumur

« Le Parisien » dit « libéré » déverse chaque jour à 900 000 exemplaires, son dégueuli immonde sur deux ou trois millions de « petites gens ». On ne s'interrogera jamais assez sur ce phénomène désolant qui fait de ce torche-cul le plus populaire de nos journaux, alors qu'il est le plus opposé, le plus contraire aux intérêts du peuple. Il n'est pas le seul, hélas ! à pratiquer cet « art » du mépris, mais dans cette utilisation constante du cynisme, il persévère à rester « le meilleur ».

CHAQUE livraison du « Pourisien » mériterait une solide analyse qui viendrait alimenter une critique — à faire — du fascisme quotidien. Faute d'en être là, arrêtons-nous un moment sur le numéro de vendredi dernier, 1er juin, dont la « une » est reproduite ci-contre.

Comme on le voit, il ne s'agit rien moins que d'un appel à l'extermination des « 500.000 fous en France », ces criminels en puissance qui « échapperont à la peine de mort » tout comme Jubin. Celui-ci, en effet, aurait déjà eu la tête tranchée si, au lieu d'être protégé par une loi qui encourage les fous au meurtre, avait comparu devant un « jury populaire », présidé par le Goebbels-en-chef (1) du « Parisien ». Faute de cela, les fous courent toujours ou alors vivent « aux frais de la SS » (comme si la grève ne suffisait pas) « et donc des contribuables ! ».

Page 3, l'article intitulé « 500.000 déséquilibrés en France. En 1985 ils seront 800.000 », affine — si l'on ose dire — l'argumentation. Avec chiffres à l'appui, pour donner du poids, du sérieux — c'est fou (!) ce qu'on aime les chiffres au « Parisien » — l'auteur (anonyme comme il se doit : c'est le « bons sens » du peuple qui s'exprime, avec, il est vrai, la caution du ministre Druon dénonçant lui aussi les « têtes malades »), l'auteur en question donc en arrive à l'apocalypse finale : « Tous les toxicomanes » candidats à l'asile « occupent 26 % des lits d'hôpitaux et pèsent de plus en plus lourdement sur les charges sociales, donc sur les contribuables. Ils créent autour d'eux un climat d'insécurité pour les enfants, voire les adultes. »

« Toxicomanes » : **nous y voilà. Les « fous » sont bien les jeunes et autres hippies si chers au « Parisien ». La boucle est bouclée.**

Et comme le « Parisien » tient la « folie » pour une réalité inévitable, un mal incurable, une fatalité qui, par définition, ne s'explique pas ; comme le phénomène de la « folie » n'a pas de causes mais seulement des conséquences, un seul remède s'impose : celui que, en d'autres temps, on a appelé « la solution finale ».

apologie du crime

C'est de l'appel au meurtre, voire au génocide. C'est, comme dit le Code pénal, de l'apologie du crime. Voilà de quoi nous accusons le journal d'Amaury.

Pendant qu'on y est, dénonçons en passant les petites annonces du même torchon dont le libellé (« personnel européen », « de toute nationalité du Marché commun », etc.), qui est le fait de patrons style Amaury, tombe sous le coup de la loi contre le racisme.

Mais la législation bourgeoise, on n'en attend rien. Nos maîtres ont tressé leurs lois comme des barbelés. Pour entourer la propriété privée. Pompidou et Nixon peuvent se serrer la main à la « une » du « Parisien Libéré », au-dessus du kilo d'or à 15.925 F et de la rente Pinay « toujours étranglée » (à quand le viol des petits épargnants ?).

« Le Parisien » se doit d'en profiter : il ne sait jusqu'à quand il pourra ainsi se payer la gueule du peuple. Son soupir de soulagement au lendemain des dernières élections n'aura d'égal, en intensité, que son cri d'agonie quand la révolution passera rue Réaumur.

Gérard BOREL ■

(1) Goebbels fut ministre de la Propagande du 3e Reich.

CINÉMA 73

N° 177 * JUIN

SPECIAL CANNES

tous les films du FESTIVAL

ZULAWSKI-LUBITSCH

LES FRERES TAVIANI

*

et toute l'actualité

En vente partout : 4 F

P. J. Oswald

PJO

André Benedetto :

La madone des ordures / Nòstra dòna dei bordilhas

Écrite en occitan et en français, cette nouvelle pièce de l'auteur de « Zone rouge » a été jouée au Théâtre de la Tempête en mars. Elle montre l'exode des paysans occitans vers les chantiers immobiliers de la côte : « Les raisins de la colère » occitans. « Théâtre hors la France » 9,90 F

Napalm, théâtre 9,90 F
Zone rouge, théâtre 5,00 F
Le petit train de Monsieur Kamodé, théâtre 9,00 F
Rosa Lux, théâtre 5,00 F
Emballage, théâtre 9,00 F
Auguste et Peter, théâtre 9,00 F
Commune de Paris, théâtre 9,90 F
La Chine entre à l'O.N.U., théâtre 6,00 F
Chant funèbre pour un soldat américain, théâtre 7,50 F
Urgent crier, poèmes 5,00 F
Les poubelles du vent, poèmes 9,00 F

Jean-Pierre Bisson : Sarcelles-sur-Mer

Texte de la pièce créée en mars au Théâtre des Amandiers de Nanterre : l'ennui et la violence dans le ghetto des banlieues par l'auteur du « Matin rouge ». « Théâtre en France » 12,00 F

Le matin rouge, théâtre. 7,50 F | **Lieutenant Calley,** théâtre. 9,00 F

« Un théâtre rouge : authentiquement révolutionnaire » (Gilles Sandier).

Dominique Grandmont :

37 poètes grecs de l'Indépendance à nos jours

La voix profonde d'un peuple : une anthologie qui va de Solomos à Vassilikos en passant par Kavafis, Sikélianos, Kazantzakis, Séféris, Elytis, Ritsos, etc. « J'exige la parole » 13,50 F

Daniel Biga : Octobre (Journal)

Le nouvel ouvrage de celui que l'on considère comme le poète beatnick de l'École de Nice : un mois de la vie d'un poète mis à nu. Un document bouleversant qui est aussi un grand poème en prose. « Hors série » 12,00 F

Guy Bertholon : Vivent les putes !

Recueil de dessins satiriques et poétiques, politiques et tendres dédiés aux policiers lyonnais. « Hors Série » 12,00 F

7, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 Paris/033 90 07

TIERCE 9-7-5 : 3.300 F POUR 3 F

● Pages hippiques.

Le Parisien libéré

LE PLUS FORT TIRAGE DES QUOTIDIENS FRANÇAIS DU MATIN

30e ANNEE N° 8942 0,70 F Vendredi 1er juin 1973

CONCOURS-FOOT

M. J.-P. FOURQUIE ET L'A.S. MAROLLES CLUB DE L'ESSONNE, SE PARTAGENT 2 MILLIONS ET DEMI D'A.F.

MAGNIFIQUE EXPLOIT DE THEVENET ET D'OCANA DANS L'ETAPE GRENOBLE-BRIANÇON DU « DAUPHINE »

● Pages sportives.

● JUBIN échappe à la peine de mort " parce qu'il avait été traité dans des hôpitaux psychiatriques "

● 2 crimes de sadiques dans l'Oise (Abbécourt, Laigneville) en 10 jours

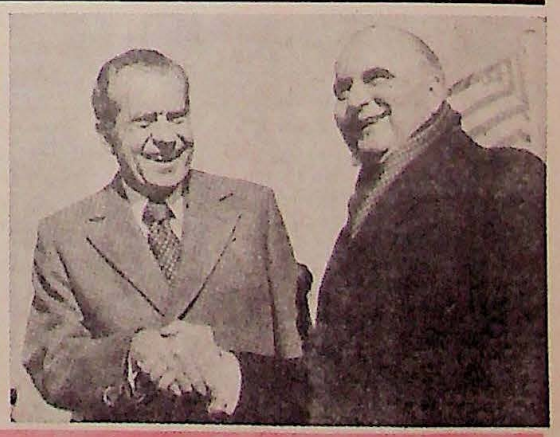
● 6.000 VIOLS EN 1972 ET AU MOINS 100 CRIMES

500.000 FOUS EN FRANCE

EN LIBERTÉ ou DANS LES ASILES AUX FRAIS DE LA S.S., DONC DES CONTRIBUABLES !

● Page 3.

POMPIDOU ET NIXON EN ISLANDE : DE CORDIALES RETROUVAILLES



● Page 4.

BOOM sur L'OR : APRÈS PARIS, LONDRES : 15.925 F le kilo !

MAIS LA RENTE PINAY TOUJOURS " ÉTRANGLÉE "

● Page 4.

huit familles ordinaires

Je suis une femme qui « fait de la politique ».
La campagne électorale m'a crevée...
Les femmes de mon âge disaient :
« la politique, je n'y connais rien ».
Au bout d'un instant, ayant parlé avec elles
... marmots, grippes, location, prix du beurre, etc.
Je leur disais : « la politique c'est ça :
la vie de tous les jours ».
En fait, dans nos assemblées souvent masculines,
les choses simples passent encore mal.
On attend de réunions, pétitions, analyses,
ce qu'une présence continue au peuple,
un compagnonnage de vie pourraient donner.
Passant une soirée avec mes voisins d'escalier,
j'ai trouvé que ce moment avait valeur de « test ».
J'ai écouté, noté, mis un grand titre... et voilà.

NUIT de printemps sur ma cité HLM. Dans ma « **montée** » (dans d'autres lieux, on dit « **cage d'escalier** »), nous sommes huit locataires.

Un « délégué de montée » d'une association de locataires, le grain d'initiative nécessaire pour proposer qu'on passe une soirée ensemble en buvant un « **petit vin blanc** ». Quatorze ans de vie commune... Commune, si on veut... A chaque arrivée de nouveaux locataires, ici, nous essayons de briser l'isolement, de nous « connaître ».

Au dernier étage, vendredi soir, 21 heures... Huit familles « ordinaires ». Des couples. Un homme seul dont la femme travaillant au dehors, trop lasse, ne viendra pas...

la santé

Les amis qui nous reçoivent ont aussi des ennuis de santé (certains diraient des « **problèmes** »). La santé, le souci « choc » des familles populaires ; on en parle dans les bus, la rue, partout :

— **Elle est à l'hôpital...**

— **La salle de réanimation l'a marquée...**

— **Les antibiotiques...**

— **Pourquoi pas la cure d'ail ?...**

Une alimentation naturelle ? Pas encore, hélas ! mais toujours le suc belliqueux du biff'...

— **Tout de même, les antibiotiques ? les calmants ? les dopants ?**

Merde, on revient au gros rouge. La santé, le seul capital du milieu populaire. Mais alors, du boulot à la « **bouffe** » et au sommeil, quel cercle... Santé de survie ou santé de vie ?

— **Le sommeil,** dit le voisin, **avec les balades nocturnes, les gosses... Vous nous entendez la nuit ?**

— **Et comment donc !**

l'armée

S'ensuit tout un échange de blagues sur les tracasseries de la montée, les bruits du vide-ordures, des eaux, des bricolages, des engueulades, de la télé, etc.

— **Nos disques, le soir ?**

— **Allez-y donc pour Brahms, « ça les calmera ».**

— **« Vos pièces d'or qui tombent du balcon ? »**

— **« Le parfum de votre cuisine par l'aérateur... »**

Beaucoup de rires, beaucoup d'humour, entre nous ce soir, de quoi éponger plusieurs mois durant les ennuis de voisinage.

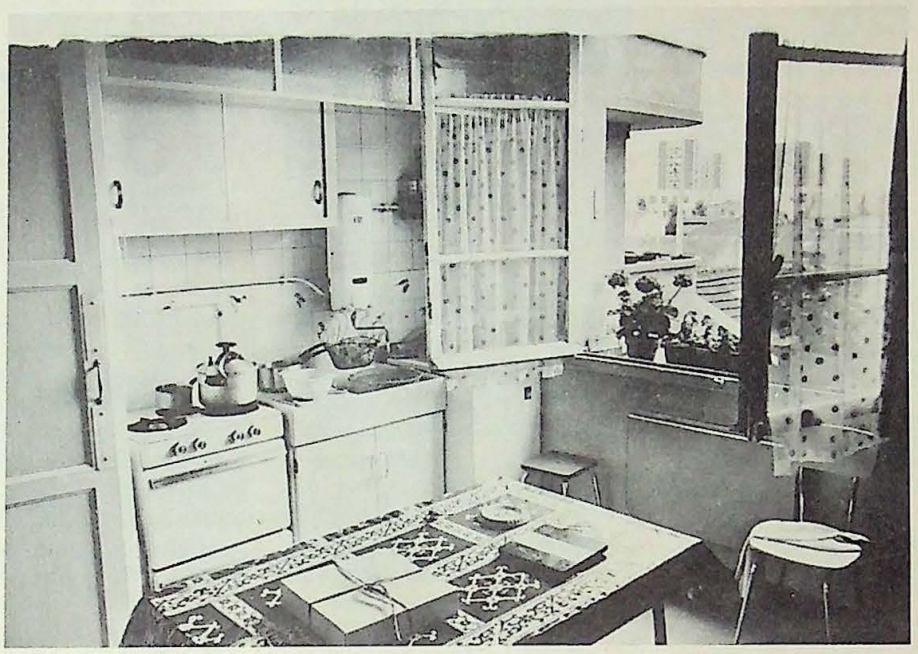
C'est ainsi que nous aurions dû deviser toute la nuit ; tout était neuf, simple, gai... Mais hélas, les Français se veulent intelligents, sérieux, si sérieux... Ne les voilà-t-il pas tombés sur les « **jeunes** ». L'un d'eux est justement là, égaré parmi les adultes.

— **Les défilés, les sursis...**

Ça y est.

— **Les dépenses militaires ne protègent plus un pays.**

Nous voilà partis pour les chapitres du service militaire, de l'armée, la guerre, la paix... Etonnement ! « **Ça colle** », on arrive très bien à se comprendre. La paix serait donc un grand besoin du peuple ?



De la paix, on « **glisse** » aux « **stations de neige** » :

— **La petite blonde sur une Lancia...**

— **Celles-là, ça leur rapporte...**

Plouf, les deux pieds dans l'histoire de la prostitution. Les femmes se taisent, les hommes sont sûrs d'eux. Me voilà seule encore... Zut !

Eux : « **L'utilité** » **des maisons, « il faut que ça se fasse quelque part ! »,** la loi Marthe Richard, les filles riches...

Moi : Les filles riches, oui, mais les autres, les fins de mois, le contexte social ; le visage moderne de la prostitution ; tout et tout... défense pied par pied. Très difficile.

Eux : « **Cinq ou six femmes sur le quartier qui « font ça ».**

Moi : « **Vous avez compté combien d'hommes ?** »

Match nul...

Ça bloque, ça bloque... Passons au sujet préféré : les gosses. Les visages s'ouvrent. Un jeune papa cherche du bois pour le Comité de l'Enfance du quartier.

— **Du bois ? nous en apporterons.**

— **Un atelier d'adultes s'est monté à Villeneuve-Grenoble, ils font même leurs meubles...**

— **Moi, je préfère travailler « en chartreux ».**

— **Moi aussi.**

Retombée...

— **Et si le « chartreux » réveille ses voisins, le dimanche matin ?**

Silence. Point.

le sport

Le nouveau voisin fait du rugby : « **Ça se voit sur ma figure, non ?** »

Une autre dit :

— **Quand j'étais jeune fille, je faisais du basket... J'adore ça, j'aimerais continuer...**

— **Il faudrait trouver deux ou trois femmes de la rue...**

Le dernier match de boxe à la télé, c'était bon.

— **Moi, je vais à la pêche.**

— **La pétanque, c'est encore mieux.**

— **Le boulot, c'est trop crevant.**

Le boulot, la grande affaire.. Que fait le papa du second ? Il est OS, serrurier. Son patron est un type dur :

— **Pour lui, il n'y a que le boulot qui compte... Aussi, il arrive.**

Souffle d'admiration sur le patron... et cependant :

— **Pas le droit d'être malade un seul jour... pas respecté...**

— **Je vais ficher le camp, j'irai à V.T.**

Un professionnel de plus qui va quitter son métier manuel pour lequel il a fait trois années d'apprentissage. Il sera manœuvre là où on le paiera mieux...

Sécurité, sécurité, sécurité, sécurité, sécurité, sécurité....

— **Je dis à mon fils : « travaille bien au lycée, tu pourrais entrer dans l'admi-nis-tra-tion ».**

Soupir... Le fils est un peu « ballot », il aime la vie... (?)

La vie revient avec la vaisselle.

— **Ces assiettes qui trempent dans l'eau sale.**

— **Les rincer, pardi !**

Et le « lave-vaisselle », l'organisation du travail ménager, la femme dans tous ces boulots, la rotation du travail ménager... L'homme, la femme ; ça devient passionnant... toute la Révolution va arriver...

Retombée lourde...

— **Une affaire de fric,** dit le voisin.

— J'ai 150 billets ; avec le double, on peut s'en sortir.

la politique

La porte de la politique est ouverte. En conversation, c'est séduisant. Ils s'y engouffrent tous.

S'ensuivent des exposés acrobatiques. Quelle information ! Merde encore, on s'englue à fond. (Respecter cependant la pensée de tous ces hommes.) Mais...

L'information, l'information, l'information, l'information. Impulsions... idées fausses... slogans... bouillon de télé... A quand donc une école de la rue... une école orale... c'est urgent.

LA POLITIQUE, LA POLITIQUE, LA POLITIQUE, LA POLITIQUE, LA POLITIQUE.

Le jeune papa heureux lance :

— **Pour moi, la politique, c'est l'AMOUR.**

— **D'accord à fond pour l'amour... mais l'amour c'est des actes sociaux, économiques, politiques.**

Silence... On est monté trop haut.

— **Tout ce qu'on veut, nous, c'est pouvoir se remplir le ventre...**

— **Et surtout prendre des responsabilités, mener un peu sa vie...**

Non ?

— **Prendre des responsabilités...**

Minuit et demi... Il faut aller dormir. Le vin blanc était bon. Faites de beaux rêves.

CONCLUSION...

De cette bonne soirée, j'ai ramené quelques conclusions pour la marche en avant du grand socialisme auquel je crois...

Un jeu : J'ai noté par ordre d'importance l'intérêt accordé par mes voisins à différentes questions soulevées au hasard de 200 minutes de conversation : 1. La santé ; 2. Le loisir ; 3. Le boulot ; 4. Les gosses ; 5. La vie à la maison ; 6. Le voisinage ; 7. Le quartier ; 8. Les femmes ; 9. La guerre ; 10. L'action politique... 11. 12. 13...

Vivre ensemble ? Parfois, dans les loisirs, l'amitié. Ce serait bon, les « compagnonnages » de vie... Un jeu... A nous de jouer.

Adrienne HUGONNARD. ■